



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 23 AVRIL 2024 // N°797 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

PLUS DE 200 CORPS
EXHUMÉS D'UNE FOSSE
COMMUNE À KHAN YOUNÈS
**COMPTABILITÉ
MACABRE**

Lire en page 16



QUAND LE RS BERKANE
REFUSE DE JOUER
LE MATCH

**UN TOHU-BOHU
DE MAUVAIS ALOI**

Lire en page 11



SUITE À L'ÉVOLUTION
DU CLIMAT DES AFFAIRES
EN ALGÉRIE

**L'AGRICULTURE
ET LE
RENOUVELABLE
INTÉRESSENT
DES INVESTISSEURS
POLONAIS**

Lire en page 6



RÉUNION TRIPARTITE HIER À TUNIS

L'ALGÉRIE, LA TUNISIE ET LA LIBYE SE PRÉPARENT À PARLER D'UNE SEULE VOIX

Lire en page 3



LE DG DE L'OIT A EU DE LARGES DISCUSSIONS AVEC PLUSIEURS MINISTRES

L'ALGÉRIE REÇOIT UN INVITÉ DE MARQUE

Lire en page 4





CONFIDENTIEL

UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE POUR GÉRER LE DOSSIER DES PHARMACIES PRIVÉES

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelhak Saihi, a révélé, hier, que le ministère a adopté un système de numérisation pour toutes ses activités, y compris celles des pharmacies privées. Les travaux ont débuté en janvier 2023 et ont fait des pas de géant pour numériser le secteur de la santé, dont les pharmacies privées, dans le but de mettre en œuvre les engagements du Président de la République.

Le ministre de la Santé l'a souligné dans son discours lors du lancement de la 17^e Conférence nationale du Syndicat national des pharmaciens privés. Les relations quotidiennes des pharmaciens avec les citoyens et leur proximité avec eux devraient renforcer leur rôle quotidien et essentiel dans le programme de prévention, en conseillant et en sensibilisant les citoyens et en les incitant à maintenir un environnement sain dans divers aspects de leurs activités. Il a souligné, en outre, que les priorités de l'État



concernent la prise en charge des patients atteints de cancer, des maladies chroniques et du patient en général. Le ministre a également confirmé l'achèvement de la numérisation des procédures administratives d'ouverture, de transfert, d'installation et de fermeture des pharmacies privées. Cet important projet, en voie d'achèvement, établira un nouveau modèle caractérisé par la modernité, l'efficacité et la transparence dans la gestion de tous les aspects liés aux pharmacies privées.

DES MILLIERS DE FEMMES TUÉES DANS LE GÉNOCIDE À GAZA POURQUOI LES FÉMINISTES SE TAISENT

Malheureusement, les féministes occidentales ne se préoccupent pas des femmes de l'« Orient », de la Palestine, de l'Irak, de l'Iran, de l'Afghanistan, de l'Inde, tout comme elles ne se préoccupent pas des femmes noires ou indigènes; elles ne l'ont jamais fait, et la plus grande preuve en est le silence de nombre d'entre elles face à l'actuel génocide et féminicide palestinien. Pour Ashjan Sadique Adi (Chronique de Palestine), les femmes de « là-bas » sont les femmes « homo sacer » du philosophe Giorgio Agamben, des sous-femmes, des femmes inférieures, de valeur moindre. Leurs vies valent moins, leurs existences valent moins, leurs enfants valent moins, leurs familles valent moins, donc leur mort ne les touche pas, elles ne mobilisent pas leurs consciences, leurs cœurs ou leurs vies quotidiennes. C'est un détail, cela ne changera rien. Ils peuvent mourir, car

leur deuil est aussi de moindre valeur. « Cela rappelle la discussion lancée par Lila Abu-Lughod en 2012, dans l'article « Muslim women need salvation : anthropological reflections on cultural relativism and its others », où l'anthropologue rappelle qu'il n'y a pas d'essence, de nature féminine, mais que nous sommes socialement construits, comme tout être humain, et avons d'autres désirs, d'autres manières d'être femme, de s'habiller, de croire, d'aimer, etc. Et elle ajoute : « Nous devons développer une appréciation sérieuse des différences entre les femmes dans le monde - en tant que produits d'histoires différentes, expressions de circonstances différentes et manifestations de désirs structurés de manière distincte ». À son tour, la question de la classe sociale dans le mouvement féministe est une autre question controversée, qui a été réduite au silence.

IMPORTATION DE MOUTONS DE ROUMANIE POUR CASSER LES PRIX À L'APPROCHE DE L'AÏD :

LA RÉACTION DE L'AGENCE ALGÉRIENNE DES VIANDES ROUGES À LA POLÉMIQUE

À quelques semaines de l'Aïd El-Kebir en Algérie, une polémique sur l'importation de moutons de Roumanie est née et prend de plus en plus d'ampleur sur les réseaux sociaux. En effet, les éleveurs sur les marchés des bestiaux accusent les pouvoirs publics de vouloir casser les prix avec les moutons de Roumanie.

Les déclarations des éleveurs qui font le tour sur les réseaux sociaux ont fait réagir l'Agence algérienne des viandes rouges (ALVIAR). Ce groupe a donc démenti dans un communiqué rendu public le 20 avril son intention de casser les prix des moutons à la veille de l'Aïd El-Kebir en important de Roumanie. L'Algérienne des viandes rouges a affirmé dans ce communiqué que « les cargaisons importées sont destinées essentiellement à l'abattage ». Elle dément donc que l'opération soit destinée à concurrencer les producteurs locaux pour casser les prix.

De son côté, la Fédération des éleveurs a tenu à rassurer les consommateurs sur la disponibilité de la



production pour couvrir le besoin du marché local pour cette fête. Elle indique que cinq millions de têtes seront mises sur le marché algérien.

Djelloul Azaoui, membre de cette fédération, affirme que non seulement les moutons seront disponibles, mais aussi qu'ils seront vendus à des prix « abordables destinés à toutes les catégories de la société ».

Réagissant à la même polémique, l'éleveur a assuré de la « disponibilité » des moutons pour la fête de l'Aïd sur le marché local. Cependant, concernant les prix, il déclare : « Il y a une variante d'offre destinée à toutes les classes de la société ». Une manière de ne pas s'aventurer sur les prix

des moutons en cette occasion. « Ceux qui se prononcent aujourd'hui sur le prix du mouton sont dans la spéculation. On ne peut se prononcer sur le prix du mouton deux mois avant la fête du sacrifice », ajoute Djelloul Azaoui.

De son côté, Mohamed Boukrebila, membre de la même fédération, a donné une fourchette pour les prix des moutons. Ils oscilleront entre 50 000 DA et 200 000 DA, indique-t-il, en soulignant que ces prix dépendent de la demande. Mohamed Boukrebila indique également que la décision d'importer des moutons de Roumanie n'aura aucune répercussion sur le marché du bétail durant la période de l'Aïd.

UNE JOURNALISTE FRANÇAISE CONVOQUÉE PAR LA POLICE SUITE À UNE PUBLICATION CRITIQUANT ISRAËL

Une journaliste et militante française a été convoquée par la police au sujet d'une publication sur la Palestine sur les réseaux sociaux. Elle est accusée « d'apologie du terrorisme », a-t-elle déclaré.

Sihame Assbague a affirmé sur X qu'elle avait été convoquée pour témoigner devant la police à propos d'un message qu'elle avait publié le 7 octobre dernier sur la Palestine. Dans son message, elle avait écrit : « Un seul responsable : l'État colonial d'Israël. Une seule solution : la fin de la colonisation et la libération de

la Palestine. Une seule ligne politique : parler des causes de la perpétuation de la colonisation et la violence, pour condamner les États complices et soutenir la résistance palestinienne ». Assbague a déclaré qu'elle était interrogée dans le cadre d'une enquête préliminaire sur « l'apologie du terrorisme » à la suite de sa publication. Elle a indiqué qu'elle n'était ni la première ni la dernière personne à être convoquée pour témoigner pour avoir exprimé son soutien à la Palestine et à la lutte palestinienne

LES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS AU SAHEL ET À GAZA AU CENTRE DE LA PROCHAINE RENCONTRE ENTRE LES MAE TURC ET MAURITANIEN

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, rencontrera incessamment, à Istanbul, son homologue mauritanien, Mohamed Salem Ould Merzoug, pour discuter des derniers développements dans la région du Sahel et à Gaza. Des sources diplomatiques turques indiquent que les discussions porteront sur les développements actuels dans la région du Sahel, sur les questions régionales ainsi que sur les attaques israé-

liennes en cours contre la bande de Gaza. Les questions politiques et économiques entre les deux pays et les mesures visant à renforcer et à diversifier la coopération seront également au centre des échanges.

"La Mauritanie a affiché une position déterminée pour mettre fin à l'effusion de sang à Gaza depuis le début des attaques israéliennes", indiquent les sources. Elles soulignent les graves défis

sécuritaires auxquels est confrontée la région du Sahel et sa transformation significative, et précisent que l'environnement sécuritaire au Sahel est d'une importance stratégique non seulement pour la région, mais aussi pour l'ensemble du continent africain et au-delà. Les mêmes sources ont qualifié le rôle de la Mauritanie de facteur de stabilisation dans la région "instable" du Sahel. "Notre pays accorde la priorité à la paix,

à la sécurité, à la prospérité et à la stabilité durable dans la région du Sahel", précisent-elles.

La Turquie et la Mauritanie entretiennent des liens historiques. Environ 30 000 citoyens turcs d'origine mauritanienne vivent dans le district de Kozan de la province d'Adana, dans le sud de la Turquie. Des Mauritaniens ont combattu au premier plan pendant la lutte nationale en 1920.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉUNION TRIPARTITE HIER À TUNIS

L'Algérie, la Tunisie et la Libye se préparent à parler d'une seule voix

Le président Tebboune et le président du conseil présidentiel Mohamed Younes Al-Menfi, sont arrivés hier, à Tunis, à l'invitation du président Kais Saïed. Ce dernier était à l'accueil de ses homologues algérien et libyen, à l'aéroport présidentiel.

Il a reçu le président Tebboune avec qui il a écouté les hymnes nationaux des deux pays avant de passer en revue un détachement des trois armées qui leur a rendu les honneurs. Abdelmadjid Tebboune, a eu des entretiens bilatéraux avec son homologue tunisien. Kais Saïed a ensuite accueilli son homologue libyen avec le même cérémonial. Samedi, la présidence tunisienne avait annoncé que les présidents algérien et libyen effectueront lundi une visite en Tunisie pour participer à la première réunion consultative entre les dirigeants des trois pays frères. Les travaux de cette première rencontre de consultation se sont déroulés au palais présidentiel de Carthage à Tunis. Ils ont été sanctionnés par un communiqué commun. Il a été ainsi décidé à la faveur de cette réunion d'harmoniser les points de vue sur les positions et sur les questions d'intérêt commun et d'intensifier les consultations et la coordination en vue de renforcer la sécurité, la stabilité et le développement dans l'ensemble de la région. L'accent a été également mis sur l'import-



tance d'organiser de manière régulière une réunion tripartite. Par ailleurs, le communiqué final affirme la volonté des trois Etats de parler d'une seule voix sur les différents thèmes, dans les différentes enceintes régionales et internationale, de s'unir, et d'élever les relations bilatérales à

un niveau qualitatif qui va au-delà du cadre bilatéral. Selon la presse tunisienne, les trois dirigeants maghrébins ont abordé, les défis régionaux actuels. Ces derniers ne peuvent cependant être compris et relevés que s'ils s'inscrivent dans une perspective régionale qui prendrait en

considération l'intérêt national de chaque pays. La région est actuellement marquée par des tensions au Moyen-Orient et une instabilité politique en Libye, accentuée par les récents affrontements à Tripoli. La réunion trilatérale de Tunis a permis aux trois chefs d'État d'échanger sur les questions régionales communes. Lors de cette rencontre, les dirigeants des trois pays ont également examiné la situation prévalant dans la région du Maghreb arabe, soulignant, à cette occasion, la nécessité d'unifier et d'intensifier les efforts pour relever les défis économiques et sécuritaires au service des intérêts des peuples des trois pays. Une tripartite ayant regroupé les présidents algérien, tunisien et libyen avait été organisée à l'issue du 7e Sommet du GECE, tenu à Alger. Dans sa dernière entrevue avec les médias nationaux, le président de la République a affirmé que le projet de bloc que les pays du Maghreb arabe entendaient créer visait à relancer l'action commune et à renforcer la coopération.

Youcef S

RELATIONS ALGÉRO-TUNISIENNES PRIVILÉGIÉES

«L'Algérie se tient toujours aux côtés de la Tunisie», réitère Tebboune

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, hier, que l'Algérie se tenait toujours aux côtés de la Tunisie, pays frère. "Nos cœurs sont toujours avec le peuple tunisien et mon frère le Président Kais Saïed", a affirmé le Président de la République dans une déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport

international de Carthage, où il a été accueilli par son homologue tunisien, M. Kais Saïed. "La Tunisie ne tombera jamais et demeurera toujours debout. Puisse Allah la protéger", a-t-il ajouté. De son côté, le Président Kais Saïed a souhaité la bienvenue au Président de la République, saluant le soutien constant de l'Algérie à

son pays. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est arrivé, hier, à Tunis pour prendre part à la première Réunion consultative regroupant les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye, à l'invitation de son frère, le Président de la République tunisienne, Kais Saïed.

I.Med

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ COLUMBIA, JOSEPH A. MASSAD :

« La sauvagerie de l'occupant sioniste est le signe de sa défaite imminente »

Les dernières années de toutes les colonies de peuplement ont été marquées par une sauvagerie coloniale plus prononcée, y compris le génocide. Joseph A. Massad estime que « la prise de conscience que la perte du pouvoir colonial est proche pousse les forces coloniales à utiliser les méthodes les plus barbares pour vaincre la révolte des peuples autochtones ». Joseph A. Massad, professeur associé à l'université Columbia, rappelle les grands génocides des Etats colonisateurs, génocides symptomatiques d'une perte de pouvoir et d'une fin imminente. Citant le Kenya, où « les Britanniques ont tué jusqu'à 100 000 Kenyans au cours de la guerre de libération nationale qui a mis fin au régime colonial de la suprématie blanche en 1963, les guerres de libération en Angola et au Mozambique contre leurs colons portugais et le régime de la suprématie blanche ont coûté des dizaines de milliers de vies entre 1956 et 1976, ils rappellent comment a été accélérée la fin de l'Afrique du Sud-Apartheid, où les États-Unis et l'Afrique du Sud, aux côtés des forces mercenaires, ont mené des guerres racistes contre les peuples des deux pays entre 1975 et 1992, tuant 1,5 million de personnes en Angola et au Mozambique

sur une population totale de 23 millions d'habitants, faisant également douze millions de plus sont devenus des réfugiés ». Aujourd'hui encore, c'est le même constat qui est fait, avec Israël qui a tué des milliers de Palestiniens depuis la signature d'un traité de « paix » préliminaire en septembre 1993. Au cours des 30 années du « processus de paix » jusqu'en septembre 2023 - juste avant le génocide actuel à Gaza -, Israël a tué plus de 12 000 Palestiniens. Aujourd'hui, sur les cinq derniers mois, le décompte pointe à 32 000 Palestiniens tués, dont une majorité de femmes et d'enfants. Mais, dit Massad, « de tous ces précédents, l'Algérie est peut-être l'exemple le plus pertinent de ce qui se passe à Gaza ». Et de rappeler comment l'armée française a commencé à dépeupler les Algériens, déplaçant des villages entiers loin des zones d'activité du FLN », créant des milices anti-FLN, décrivant les combattants du FLN comme des « criquets » dans une vaste campagne de propagande, tout en se présentant comme sauvant les Algériens des maux du communisme et du nationalisme arabe du président égyptien Gamal Abdel-Nasser ». Cela n'est pas sans rappeler les tentatives américaines et israéliennes de «

sauver » les Palestiniens des maux du « terrorisme » et de la solidarité iranienne. En avril 1955, dit Massad, les Français déclarent l'état d'urgence dans certaines régions, qui s'étendit progressivement à toute l'Algérie. « Les châtiments collectifs des villages algériens et la torture aveugle des personnes arrêtées étaient désormais à l'ordre du jour alors que le gouvernement appelait les réservistes de l'armée parmi les colons à se joindre au combat ». La mobilisation de la résistance contre l'ordre colonial a conduit à une répression française massive lors de la bataille d'Alger, menée de janvier à septembre 1957, y compris la torture généralisée de civils. Pendant ce temps, les services secrets français multipliaient les assassinats et attaquaient des membres du FLN et des marchands d'armes allemands en Allemagne. Ils ont fait exploser un navire dans le port de Hambourg transportant des armes vers l'Algérie, attaques sur lesquelles l'Allemagne de l'Ouest du chancelier Konrad Adenauer a fermé les yeux tout en espionnant les Algériens et d'autres musulmans pour le compte des Français. A l'action du FLN, l'armée française, « la police et les colons ont répondu en tuant des milliers d'Algériens

». Des dizaines de personnes ont été abattues sur place et des centaines d'autres ont été rassemblées dans le stade de football de Philippeville et exécutées. Entre 12 000 et 20 000 personnes ont été tuées. Une nouvelle phase de la révolte venait de commencer. Ce qui dans une logique de fuite en avant, devait préfigurer la défaite de la France. Important rappel pour planter le décor des intellectuels de cette époque, « alors que des philosophes français tels que Jean-Paul Sartre et Francis Jeanson, comme Frantz Fanon, soutenaient l'indépendance algérienne et le FLN, le philosophe juif algérien Jacques Derrida s'est rangé du côté des colons et s'est opposé à l'indépendance de l'Algérie ». A l'action du FLN, l'armée française, « la police et les colons ont répondu en tuant des milliers d'Algériens ». Des dizaines de personnes ont été abattues sur place et des centaines ont été rassemblées dans le stade de football de Philippeville et exécutées. Entre 12.000 et 20.000 personnes ont été tuées. Une nouvelle phase de la révolte venait de commencer. Ce qui dans une logique de fuite en avant, devait préfigurer la défaite définitive et finale de la France.

Par Fayçal Oukaci

LE DG DE L'OIT A EU DE LARGES DISCUSSIONS AVEC PLUSIEURS MINISTRES

L'Algérie reçoit un invité de marque

M. Hougbo a adressé ses « vifs remerciements à l'Algérie pour son soutien continu à l'OIT et ses efforts dans le cadre de la promotion du dialogue social en matière de travail », se félicitant, par là même, des « décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer le caractère social de l'Etat et réaliser la justice sociale.

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a reçu, hier, à Alger, le Directeur général (DG) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Gilbert Hougbo, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. La rencontre, tenue au Palais du Gouvernement, s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, note la même source. Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue « les différents projets et activités s'inscrivant dans le cadre de la coopération bilatérale, ainsi que les dossiers inscrits à l'agenda de l'OIT, notamment l'Initiative de coalition mondiale pour la justice sociale », ajoute le communiqué. M. Hougbo a, dans ce cadre, adressé ses « vifs remerciements à l'Algérie pour son soutien continu à l'OIT et ses efforts dans le cadre de la promotion du dialogue social en matière de travail », se félicitant, par là même, « des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer le caractère social de l'Etat et réaliser la justice sociale, outre les réformes relatives à l'exercice du droit syndical », conclut le communiqué. Le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu également avec M. Gilbert Hougbo, a rapporté un communiqué du ministère. Selon la même source, la rencontre a permis aux deux parties de passer en revue les relations entre l'Algérie et l'OIT et d'examiner les voies et moyens de les renforcer et de les promouvoir à de plus larges perspectives,



notamment à travers la mise en œuvre de programmes de coopération à dimension régionale et continentale. Le chef de la diplomatie nationale a renouvelé le soutien de l'Algérie à M. Hougbo, étant le premier responsable africain à occuper le poste de directeur général de l'OIT : « Un soutien qui s'inscrit dans le cadre de l'attachement permanent de notre pays à renforcer la représentativité africaine au sein des organisations internationales et l'influence continentale sur le processus décisionnel international, au mieux des intérêts des Etats et peuples africains », conclut le communiqué. De son côté, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a eu aussi des discus-

sions avec le directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), autour des voies et moyens de renforcer la coopération avec cette agence onusienne. Intervenant en marge de la visite effectuée par le directeur général de l'OIT en Algérie (du 20 au 23 avril), la rencontre a été l'occasion pour les deux parties d'échanger les vues sur les voies à même de renforcer la coopération avec cette agence onusienne et de mettre en avant les grands efforts consentis par l'Algérie pour la promotion du travail décent, du dialogue et de la protection sociale. Après avoir salué « l'expérience pionnière de l'Algérie dans le domaine de la sécurité sociale et du dialogue social », Gilbert Hougbo s'est

félicité des « bonnes » relations liant l'OIT et l'Algérie dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, exprimant « l'entière disposition de l'organisation à renforcer et à approfondir cette coopération ». Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Qualid, a, pour sa part, reçu hier au siège du ministère, le DG de l'OIT. Le ministère a indiqué dans un communiqué qu'au cours de la réunion, Yacine Qualid a présenté un tableau général du climat entrepreneurial en Algérie, mettant en avant les mesures les plus importantes sur lesquelles l'Etat a travaillé en vue de moderniser l'écosystème des petites et start-ups. Au cours de la réunion, le ministre a

évoqué la coopération entre l'organisation et le ministère, notamment en ce qui concerne le travail indépendant et la création de centres de développement de l'entrepreneuriat lancés dans toutes les universités du pays, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. M. Gilbert Hougbo a souligné le souci de l'Organisation internationale du travail de renforcer les relations de coopération avec l'Algérie dans le domaine des entreprises émergentes, exprimant la disposition de l'OIT à participer aux efforts locaux et continentaux de l'Algérie pour promouvoir l'esprit d'entreprise et l'entrepreneuriat.

Y.B.

Journal « El Djoumhouria » : Leila Zerguit installée à la tête de la Direction générale

Le Secrétaire général du ministère de la Communication, Mokhtar Khaldi, a présidé, dimanche à Oran, l'installation de Leila Zerguit en qualité de nouvelle directrice générale par intérim du journal « El Djoumhouria », en remplacement de Mohamed Alem. M. Mokhtar Khaldi a déclaré, lors de la cérémonie d'installation qu'il a présidée au nom du ministre de la Communication, et à laquelle a assisté le Secrétaire général de la wilaya d'Oran, Fodil Aïdouni, et des représentants de la presse locale, ainsi que les cadres du quotidien « El Djoumhouria », que ce journal « est une entreprise de presse prestigieuse ayant son impact et sa place dans le paysage médiatique en Algérie », soulignant qu'« elle paraît aujourd'hui sous un nouveau visage à travers son site électronique ». Il a rappelé que « le journal a abordé nombre de dossiers politiques, écono-

miques et sportifs et comptait parmi ses effectifs des journalistes talentueux dont certains ne sont plus de ce monde et d'autres ont été victimes de la nébuleuse terroriste de la décennie noire, à l'instar de Djamel Zaïter et Bakhti Benaouda et mise sur de jeunes journalistes qui contribuent énormément à porter haut et avec splendeur la voix d'El Djoumhouria ». Le même responsable a ajouté que « la nouvelle directrice générale, Leila Zerguit, jouit d'une riche carrière et une place prépondérante dans la scène médiatique en ayant beaucoup donné au journal ». Rappelant, dans cet ordre d'idées, qu'elle a été lauréate de la sixième édition du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, il a indiqué que cette distinction est une fierté pour le secteur de la presse et la wilaya d'Oran. De son côté, Leila Zerguit a remercié le ministre de la Communi-

cation, M. Mohamed Laagab, pour la confiance placée en elle, affirmant qu'elle « sera à la hauteur de cette confiance pour servir les intérêts du journal et ceux du pays ». Elle a déclaré,

en outre, qu'« elle compte sur les efforts réunis de tous, journalistes, travailleurs et techniciens, afin d'atteindre l'objectif escompté, à savoir celui de voir cette école prestigieuse dans la

presse et l'information dans la plénitude de ses performances, de préserver son rayonnement et hisser son statut sur la scène médiatique algérienne ».

Y. B.

JOURNÉES D'INFORMATION SUR LA GARDE RÉPUBLICAINE LARGE AFFLUENCE À EL OUED

Les journées d'information sur la Garde républicaine, ouvertes, dimanche, dans la wilaya d'El-Oued, ont drainé une large affluence du public, notamment les jeunes venus s'enquérir des missions de ce corps de l'Armée nationale populaire (ANP). Dans son allocution d'inauguration aux noms du commandant de la Garde républicaine, et du commandant de la 4^e Région militaire (4^e RM), le Lieutenant-colonel Rachedi Hachoud, cité dans une dépêche de l'APS, a souligné que cette manifesta-

tion d'information s'inscrit au titre du plan de communication 2023/2024 du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) portant vulgarisation de l'arme de la Garde républicaine et ses différentes missions. Selon l'officier supérieur, ces journées tendent à raffermir la relation Armée-Nation, la préservation de l'image d'honneur de l'institution militaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) au travers des acquis réalisés par la Garde républicaine. Cette manifesta-

tion d'information a été mise à profit par les jeunes, notamment les universitaires, pour s'enquérir des conditions d'accès à cette institution militaire et les différentes missions et activités, dont la brigades des cavaliers, des fanfares, et autres présentés au grand public, a ajouté l'officier supérieur. Notons que la maison de la Culture Mohamed-Lamine-Lamoudi d'El-Oued sert de cadre à ces journées d'information devant s'étaler sur quatre jours.

R.N.

SELON L'EXPERT ALI BEY NASRI :

« Les opportunités pour un partenariat stratégique entre l'Algérie, la Tunisie et Libye sont immenses »

Avec des frontières aussi immenses et un contexte géopolitique imposant des regroupements à travers tous les continents, l'intégration régionale est « plus qu'incontournable (...) » et le destin commun des trois pays impose de faire face à des défis communs,

De l'avis de l'expert en export, M. Ali-Bey Nasri, dans un monde qui évolue en blocs, aussi bien au plan politique qu'économique et commercial, les opportunités pour un partenariat stratégique entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye sont nombreuses. Un partenariat vers lequel, « il faut aller vite et avec précision ». Avec des frontières aussi immenses et un contexte géopolitique imposant des regroupements à travers tous les continents, « l'intégration régionale est plus qu'incontournable (...) » et le destin commun des trois pays impose de faire face à des défis communs », dira l'invité de la Radio Algérienne qui s'exprimait ce lundi à l'émission L'invité de la rédaction de sa chaîne 3.

Comment devrait, concrètement, se décliner ce partenariat ? Pour l'expert, il faut d'abord « identifier les complémentarités » entre les trois pays. « Avec la Tunisie, elles sont très importantes ». M. Ali Bey précise que celle-ci « est très ouverte sur le marché international et très intégrée dans les chaînes de



valeurs, notamment européennes » et que c'est un pays « producteur qui dispose de plusieurs industries très fortes ». Il cite dans ce contexte, celle de l'automobile dans sa partie équipement électro-

nique, l'industrie textile avec un montant d'exportation de 3,5 milliards de dollars, la pétrochimie, la transformation du phosphate de Gafsa, l'industrie pharmaceutique, entre autres ». « Ce sont des

pistes pour des partenariats stratégiques avec la Tunisie, et par extension vers la Libye, qui, elle, dispose d'une forte industrie sidérurgique entre autres », dira l'expert.

R.N.

AOUN DÉNONCE UNE CAMPAGNE CONTRE L'INSULINE PRODUITE EN ALGÉRIE

S'exprimant hier à l'ouverture des travaux du 17^e congrès du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun a expliqué que l'Algérie n'a pas connu de pénurie d'insuline durant le mois de Ramadhan grâce notamment au lancement des projets de production locale de ce produit. « L'Algérie a toujours connu des pénuries et des manques d'insuline durant le mois de Ramadhan. Cette année, et contrairement aux années précédentes, aucune pénurie ou perturbation n'a été signalée, et ce, grâce à la disponibilité de la production locale » a-t-il indiqué. M. Aoun a dénoncé ce qu'il a qualifié de « campagnes féroces » contre les médicaments génériques produits en Algérie, soulignant : « Des campagnes féroces de désinformation ont été menées contre les produits nationaux durant les derniers mois. Heureusement, et grâce à la mobilisation de l'ensemble des parties concernées, nous avons réussi à mettre un terme à ces campagnes qui remettaient en cause la bonne qualité des médicaments fabriqués en Algérie ». Le ministre de l'Industrie a mis en garde contre une nouvelle campagne ciblant l'insuline produite en Algérie, ajoutant : « Une nouvelle campagne visant à discréditer et à remettre en cause la qualité de l'insuline produite localement a été lancée récemment... Nous connaissons les auteurs de cette campagne qui veulent que l'Algérie reste sous l'emprise de l'importation. Nous allons combattre cette nouvelle campagne, surtout qu'elle cible les patients en répandant des rumeurs infondées, alors que la qualité de l'insuline produite en Algérie est confirmée et avec un prix raisonnable ».

N.S.

SANTÉ

Ablation d'un fibrome utérin pesant près de cinq kg à Oran

Le staff médical et paramédical de l'Etablissement hospitalier public spécialisé en gynécologie obstétrique « Haï Sanaoubar » à Oran vient de réussir, lors d'une opération délicate, à extraire un fibrome utérin

pesant près de 5 kg, rapporte l'APS, ce lundi, de cet établissement de santé.

L'équipe médicale et paramédicale, sous la direction du Dr Bouazza Karachi Amina, spécialiste en gynécologie obsté-

trique, et Dr Abdelaoui Ahmed, spécialiste en chirurgie générale, a pu extraire un fibrome pesant plus de 4,6 kg de l'utérus d'une femme de 48 ans, a expliqué la même source.

La patiente souffrait, depuis des

années, de fortes douleurs et de son incapacité à exercer normalement ses activités, conséquences de ce fibrome qui a été extrait, a ajouté la même source. L'intervention s'est déroulée dans de bonnes conditions et

avec succès, grâce à la compétence du personnel médical et paramédical de l'établissement, et la patiente se porte bien et se trouve en convalescence, a précisé la même source.

R.S.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

36 morts et 1 654 blessés en une semaine

Pas moins de trente-six (36) personnes sont décédées et 1654 autres ont été blessées dans 1319 accidents de la route survenus durant la période du 14 au 20 avril, à travers le pays,

selon un bilan rendu public hier, par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec 03 morts et 53 blessés, suite à 35 accidents de

la route, précise ledit bilan. Les équipes de secours de la Protection civile ont effectué en outre durant la même période, 1151 interventions pour l'extinction de 731 incendies,

notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (96 incendies), Blida (37) et Chlef (36). Les mêmes secours ont également effectué 5889 inter-

ventions durant la même période pour le sauvetage de 377 personnes en situation de danger et exécuté 5130 opérations d'assistance diverses.

R.N.

MAROC

HUIT SYNDICATS SE MOBILISENT POUR UNE GRÈVE DANS LES HÔPITAUX

Huit syndicats se sont engagés à faire front commun pour une grève dans les hôpitaux marocains à partir du 24 avril prochain, alors que les tensions s'intensifient et que les revendications résonnent dans le secteur de la santé dans le pays, selon des médias marocains.

A l'issue d'une réunion réunissant les secrétaires généraux nationaux, huit syndicats ont annoncé leur décision de fusionner leurs efforts au sein de la coordination syndicale de la santé pour

répondre aux revendications des personnels de santé. Selon un communiqué, les syndicats du secteur soignant ont appelé à une grève le mercredi 24 avril et le jeudi 25 avril dans tous les établissements hospitaliers. "Cette grève sera observée dans tous les hôpitaux des CHU, les directions centrales, les délégations régionales et les centres de soins", précise le communiqué. La même source a souligné que l'objectif principal de cette action de protestation était de "faire

valoir les revendications légitimes et équitables des différentes catégories confrontées à la marginalisation par le gouvernement dans ce secteur vital". Selon le communiqué, la Coordination Syndicale de la Santé salue cette "démarche courageuse, audacieuse, historique et sans précédent". En outre, la coordination attend du gouvernement qu'"il réponde aux attentes légitimes de tous les travailleurs de la santé et qu'il réponde à leurs doléances". Les tensions

au sein du secteur de la santé au Maroc, les étudiants en médecine sont devenus des critiques virulents des réformes gouvernementales. Depuis la rentrée scolaire en cours, ils boycottent les examens et descendent dans la rue en signe de protestation. Au cœur de leur mécontentement se trouve la réduction controversée d'un an du programme standard de formation médicale de sept ans, une mesure à laquelle les étudiants s'opposent.

R.I.

AFRICA SIPSA INNOV AWARD :

LA 4^E ÉDITION DU CONCOURS DÉBUTERA SAMEDI PROCHAIN

La 4^e édition du concours de l'innovation dans l'agriculture en Afrique «Africa Sipsa Innov Award» sera lancée samedi prochain, a annoncé l'organisateur de l'évènement, le cercle de réflexion de l'incubateur Filaha Innov (GRFI), dans un communiqué. Ce concours est destiné aux porteurs d'idées et de projets innovants africains dans les différents domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la pêche et de l'aquaculture, précise la même source, ajoutant que le trophée de cette édition est baptisé Trophée Sid-Ahmed-Ferroukhi, en hommage à l'ancien ministre de l'Agriculture, décédé en juin 2022.

A travers cette compétition africaine, les organisateurs visent à «contribuer à la mise en place d'un écosystème favorable à l'éclosion du génie créatif de la jeunesse, à la promotion et au développement de startups et de micro-entreprises pérennes et prospères soutenues par des dispositifs réglementaire et financier évolutifs, souples et dynamiques mis en place par l'Etat» selon le communiqué. Le concours offrira également «un espace privilégié à une jeunesse débordante de créativité pour valoriser ses connaissances scientifiques et le savoir-faire ancestral de notre paysannerie, par l'intégration notamment d'outils technologiques des temps nouveaux».

R.E.

SUITE À L'ÉVOLUTION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN ALGÉRIE

L'Agriculture et le renouvelables intéressent des investisseurs polonais

Plusieurs investisseurs polonais ont affiché, avant-hier, leur intérêt concernant l'investissement dans divers secteurs en Algérie, notamment l'agriculture, l'agroalimentaire et les énergies renouvelables, et ce, après avoir pris connaissance de l'évolution du climat d'affaires en Algérie.

Les investisseurs polonais s'exprimaient lors d'une rencontre de travail entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et une délégation d'hommes d'affaires polonais, présidée par le directeur général (DG) de l'Agence, Omar Rekkache, en présence du directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih, et de la chargée des Affaires économiques à l'Ambassade de Pologne en Algérie, Mme Ewa Niemier-Pawlowska.

La délégation polonaise était composée de représentants d'une vingtaine de sociétés, spécialisées principalement dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et des énergies renouvelables. Dans son allo-

cution, Omar Rekkache a affirmé que cette rencontre constituait une occasion pour mettre en avant les opportunités d'investissement disponibles en Algérie, ainsi que pour l'examen des moyens de concrétisation des projets communs entre les investisseurs polonais et leurs homologues algériens.

Le DG de l'AAPI a relevé que l'Algérie «offre de grands avantages concurrentiels, notamment pour les coûts des éléments de la production (énergie et main-d'œuvre), outre sa situation géographique l'érigeant en portail du marché africain et même européen».

Ces avantages ont permis à l'AAPI d'enregistrer depuis le 1er novembre 2022 (date du début de son activité) et jusqu'à la fin du mois de mars 2024, 118 projets d'investissements liés à des étrangers,

dira Omar Rekkache, qui a fait savoir que des sociétés polonaises avaient affiché une volonté de réaliser «d'importants investissements» en Algérie.

Rabah Fassih a souligné quant à lui les relations politiques «solides» liant l'Algérie et la Pologne, soulignant l'importance de promouvoir les relations économiques entre les deux pays notamment après les réformes qu'a effectuées l'Algérie pour améliorer le climat d'affaires. De son côté, Mme Pawlowska a affirmé que des efforts étaient en cours pour relancer des investissements polonais en Algérie notamment dans les domaines de l'agriculture, des produits alimentaires, de l'emballage et des énergies renouvelables (EnR), affirmant la disponibilité des entreprises polonaises pour contribuer à

l'augmentation des exportations de l'Algérie, en particulier vers les pays africains.

Elle a souligné que la Pologne sera présente au Salon professionnel de la production agroalimentaire (DJAZAGRO), au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, mais aussi au Salon international de l'investissement africain dans la wilaya d'El Oued, prévus du 22 au 25 avril.

Le représentant de l'Agence polonaise d'investissement et de commerce, Maciej Klosak, a, pour sa part, expliqué que l'importance accordée par l'Algérie au développement des secteurs de l'agriculture et des EnR a suscité l'intérêt d'entreprises polonaises actives dans la production des machines agricoles, d'engrais et de panneaux solaires.

N.S.

ELLE AFFICHE 3,2% DE CROISSANCE

Réveil de la production industrielle

La production industrielle du secteur public national se porte relativement bien, dégageant une croissance de 3,2% au cours du quatrième trimestre de 2023, selon les dernières statistiques fournies par l'ONS.

C'est une progression appréciable qui porte la croissance moyenne annuelle de la production industrielle du secteur public à 5%. Et cette reprise de l'activité industrielle concerne la plupart des secteurs, ainsi que le souligne l'ONS. Ce dernier va dans le détail indiquant que «après une croissance de +7,6% au trimestre précédent, le secteur de l'énergie continue dans la performance et affiche

une nouvelle variation positive de +5,8%».

Avec un taux de croissance de 3,3%, «les hydrocarbures poursuivent leur tendance haussière entamée dès le deuxième trimestre de l'année 2022», précise l'office, qui indique également que «le secteur des mines et carrières affiche, pour le quatrième trimestre consécutif, des hausses appréciables», son taux de croissance atteignant près de 10% durant le quatrième trimestre de l'année dernière.

Les industries agroalimentaire évoluent «dans les mêmes proportions, enregistrant une performance de +20%, une

variation bien au-delà de celle observée à la même période de l'année écoulée (+1,9%)», au même titre que les industries des textiles qui poursuivent leur croissance entamée dès le dernier trimestre de l'année précédente» et qui engrange une performance de +20,6%, selon l'indice de l'ONS.

L'industrie renoue ainsi avec la croissance, après plusieurs années de repli, sa contribution au produit intérieur brut (PIB) ayant déjà franchi le seuil des 5% et se rapprochant des 10%, alors qu'il peinait auparavant à dépasser les 3%. Cette reprise, le dernier rapport du fonds monétaire international (FMI) sur

l'évolution de l'économie algérienne, l'a confirmée, faisant état de «solides performances dans le secteur de l'industrie» qui a fortement contribué à tirer la croissance économique au cours de l'année écoulée, aux côtés des secteurs des services et de la construction, ainsi que de la production d'hydrocarbures, selon l'institution financière internationale. Et selon les projections officielles intégrées aux cadrages de la loi de finances 2024, la croissance industrielle globale devrait atteindre 7,5% cette année, avant de grimper à 9% en 2025 puis à 9,3% en 2026.

Y.S.

PÊCHE ET AQUACULTURE

Un forum algéro-sud-coréen discute des opportunités de coopération dans le secteur

Les opportunités de coopération entre l'Algérie et la Corée du Sud dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture ont été au centre des débats lors d'un Forum organisé, dimanche dernier à Alger.

Cette 10^e édition du Forum Corée-Afrique sur la pêche "KORAFF 2024", a été organisée par l'Institut maritime coréen (KMI) et le ministère de la Pêche et des Produits halieutiques, en coordination avec l'ambassade de Corée du Sud en Algérie et l'Agence coréenne pour la coopération internationale (KOICA), sous le thème "Passé, réalité et perspective de la coopération entre l'Algérie et

la Corée dans le domaine de la pêche».

L'ouverture du Forum s'est déroulée, sous la supervision de l'Inspecteur général auprès du ministère, Farid Harouadi, en tant que représentant du ministre du secteur, Ahmed Badani, avec le vice-président du KMI, Cho Jung Hee, en présence de cadres de plusieurs départements ministériels, de chercheurs, de différentes instances et entreprises coréennes et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Dans une allocution lue en son nom par Farid Harouadi, le ministre de la Pêche et des Pro-

duits halieutiques, a affirmé que cette édition vise à renforcer la coopération Algérie-Corée dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, laquelle "continue d'atteindre des niveaux excellents", à la faveur de la concrétisation de plusieurs projets techniques, programmes de recherche et de formation qui seront passés en revue lors de ce Forum de deux jours, en vue de débattre des moyens de leur développement et promotion. Parmi ces projets, le ministre a cité en particulier, le projet expérimental d'élevage de la crevette en eau de mer dans la wilaya de Skikda et le projet expérimental d'éle-

vage de la crevette en eau douce, outre la production des aliments pour poissons dans la wilaya de Ouargla. Le ministre a également estimé que cet événement qui se tient pour la première fois en Algérie, constitue "une étape importante" pour s'enquérir des opportunités d'investissement et de commerce offertes entre les deux pays dans diverses activités liées au secteur.

Badani a également exprimé sa satisfaction quant à la dynamique que connaît son secteur, au regard des indicateurs positifs qui se sont traduits par une augmentation de l'offre nationale de produits halieutiques et

aquacoles, avec le renforcement et le développement des capacités de la flotte algérienne de pêche". Il a souligné le "grand" intérêt accordé au secteur de la Pêche en Algérie par les pouvoirs publics, au vu de sa contribution directe au développement de l'économie nationale et au renforcement de la sécurité alimentaire du pays, reflété via un ambitieux programme visant principalement à augmenter les capacités productives du secteur à travers le développement de ses différentes activités notamment l'aquaculture, la pêche en haute mer et les industries y affé-

R.E.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Journée d'information à Khenchela

Parmi les activités proposées pour les jeunes porteurs de projets figurent la pêche, l'aquaculture, la collecte et la récupération des déchets, l'artisanat, l'agriculture, l'élevage. Le financement pour chaque projet retenu varie entre 2,2 et 3 millions de dinars.

Les participants à une journée d'information sur le programme de l'économie sociale et solidaire au service d'une inclusion économique durable organisée dimanche à Khenchela au profit des jeunes entrepreneurs ont indiqué que ce programme "vise à améliorer l'employabilité des jeunes et la création de richesse", rapporte l'APS. Le coordinateur local du programme Mahieddine Djebar a précisé en marge de la rencontre organisée par la direction de wilaya de l'emploi en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement PNUD que cela se concrétise à travers la mise en place d'un système adéquat pour le développement économique, social et solidaire. La mise en œuvre de ce plan contribuera au soutien du processus de concrétisation de projets dans ce domaine et l'inclusion économique durable pour les entrepreneurs et entrepreneuses. A cette occasion, il a ajouté que cette journée d'information organisée à l'Office des établissements de jeunes Odej au chef-lieu de wilaya intervient pour informer les autorités locales et les acteurs de la société civile dont les associations et porteurs de projets parmi les



jeunes de la wilaya de Khenchela sur les activités incluses dans le cadre de ce programme, et comment y adhérer. Il a précisé que la rencontre a été mise à profit pour faire connaître le système de l'économie sociale et solidaire en Algérie, le rôle des instances concernées localement et les méthodes de concertation et de collaboration à adopter pour relancer le dynamisme économique, social et solidaire à l'échelle locale. Dans ce cadre il a indiqué que le programme cible à titre prioritaire les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aqua-

culture, le patrimoine, l'artisanat, la collecte et le recyclage des déchets, ajoutant que la validation des projets des jeunes et des femmes prendra en considération l'évaluation des projets innovants, notamment ceux contenant ou portant des solutions numériques. M. Djebar a indiqué que pour sélectionner des projets de l'économie sociale et solidaire, il est obligatoire que ces projets soient menés par des jeunes ou femmes qui emploieront la même catégorie pour une durée de réalisation fixée entre 6 et 12 mois avec un

budget oscillant entre 2,2 millions DA et 3 millions DA. Ce programme a été lancé à Alger le 29 janvier dernier et ce, dans le cadre de la convention de coopération entre le ministère du Travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale et l'Union européenne, a-t-on rappelé. Le PNUD supervise la concrétisation de ce programme dans 12 wilayas du pays, à savoir Timimoune, El Baydh, Meniaâ, Béni Abbès, Bouira, Tizi Ouzou, Boumedès, Médéa, Batna, Khenchela, Oum El Bouaghi et M'sila.

R.R.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ : RÉALISATION DES CLASSES D'EXTENSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Une solution qui a prouvé son efficacité face aux classes surchargées

La réalisation de classes d'extension dans les établissements scolaires à travers le pays a prouvé largement son efficacité. Le ministre de l'Éducation Nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé jeudi à Bordj Bou-Arréridj que "la réalisation de classes d'extension dans nombre d'établissements scolaires à travers le pays a prouvé largement son efficacité". "Ces projets ont contribué à éliminer le problème de sur-occupation et à apporter des solutions urgentes dans plusieurs écoles du fait du délai réduit de leur réalisation", a affirmé M. Belabed au CEM Benzir Ali de Bordj Bou Arreridj en marge de la présentation d'un exposé sur le secteur au niveau local, ajoutant que "ce type de projets dont l'exécution ne requiert pas une grande assiette foncière a permis aussi de rationaliser les dépenses et les coûts de réalisation". Sur un autre chapitre, le ministre a indiqué que le travail se poursuit pour concevoir les mécanismes idoines pour la généralisation de l'éducation préscolaire (préparatoire) à l'ensemble des écoles primaires du pays avec le concours des instances concernées. Il a également porté l'accent sur l'importance de la réalisation de structures sportives dans les divers établissements primaires pour assurer les conditions favorables à la pratique de l'éducation physique qui a fait un "bond qualificatif" ces dernières années. M. Belabed a révélé d'autre part

que son département mettra en œuvre dans les prochaines semaines les nouvelles procédures relatives au dossier de logements de fonction et la révision globale de la situation de ces logements à travers tous les établissements scolaires pour la numérisation du dossier afin de recenser les logements inoccupés et les attribuer à ceux ouvrant droit, invitant la famille de l'éducation à contribuer à cette opération par la sensibilisation et la coopération. Le ministre a donné des instructions concernant le chauffage dans les écoles en cours de réalisation insistant sur la concrétisation de ces projets conformément aux normes techniques nouvelles de sorte à contribuer à assurer des conditions favorables de

scolarisation, appelant à respecter les délais de réalisation et réception des projets en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2024-2025. Le ministre a entamé sa visite dans la wilaya par l'inspection des chantiers de plusieurs établissements et l'inauguration d'un CEM à la nouvelle cité El Amrani sur la route d'Ain Soltane au chef-lieu de wilaya. Il a également inauguré un CEM au village Maâza dans la commune d'El Ach, trois groupes scolaires à El Anasser et un lycée dans la commune de Khelil avant de terminer sa tournée par la pose de la première pierre d'un CEM en remplacement à Ras El Oued et l'inauguration d'un lycée à El Achir.

APS

CENTRE UNIVERSITAIRE DE NAAMA :

Signature d'un accord académique avec l'université de Nouakchott

Un accord de partenariat académique dans les domaines de la recherche, de l'édition et de l'échange des étudiants et des membres des conseils pédagogiques a été signé, dimanche à Nouakchott (Mauritanie), entre le centre universitaire « Salhi Ahmed » de Naama et l'université de Nouakchott, a indiqué une source du centre. L'accord a été paraphé au siège de l'université mauritanienne, du côté du centre de Naama par le Pr Mabkhout Boudouaïa, doyen de l'institut des sciences humaines et sociales, en sa

qualité de représentant du recteur du centre universitaire de Naama, Pr Safi Habib, et du côté mauritanien par le président de l'université de Nouakchott Dr Cheikh Saad Camara.

L'accord prévoit la diversification des domaines de coopération scientifique, académique et de recherche dans diverses spécialités et matières de la connaissance et de la technologie et l'échange de publications entre les membres des conseils pédagogiques des deux établissements universitaires,

ORAN :

MISE EN SERVICE PROCHAINE D'UN TRAUMA CENTER

Un premier trauma-center, un hôpital entier dédié aux urgences, implanté à Oued Tlélat à l'Est d'Oran, sera opérationnel à la fin du premier semestre de l'année en cours, a indiqué le directeur local de la santé et de la population, Hadj Boutouaf. Cet établissement de 120 lits, dédié exclusivement aux urgences, prendra en charge tous les cas de traumatologie et recevra les patients de toute la région Ouest, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il s'agit d'implanter des trauma-centers dans différentes régions du pays, a souligné M. Boutouaf. Il s'agit d'un établissement hospitalier spécialisé (EHS), qui assurera également une prise en charge de pointe, des poli-traumatisés notamment, a-t-il fait savoir, ajoutant que cet hôpital est « quasiment prêt » pour l'ouverture. « L'hôpital est prêt à l'ouverture, que ce soit par rapport aux équipements ou au personnel », a-t-il fait savoir, notant qu'une opération expérimentale en neurochirurgie a récemment été effectuée avec succès. Le directeur de la santé a rappelé que la wilaya d'Oran a été dotée de plusieurs structures de santé, comme l'hôpital des grands brûlés (120 lits), l'hôpital de « hai Nedjma » (240 lits), l'hôpital d'El Kerma (60 lits), annonçant que d'autres projets seront réceptionnés prochainement, comme l'Institut du cancer à « haï Hayet Regency » et le trauma-center à Oued Tlélat. D'autres projets ont été validés, comme le projet des maladies respiratoires et allergies à Bethioua et un hôpital qui sera implanté à « Hayet Regency », dont les travaux de réalisation seront lancés dès la finalisation des procédures administratives.

APS

ORAN :

UNE SEMAINE D'INFORMATION AU PROFIT DES FUTURS BACHELIERS

Huit établissements du palier secondaire sont concernés par la caravane, organisée par la direction de l'éducation en collaboration avec les établissements universitaires à Oran dont l'Université des sciences et technologie « Mohamed Boudiaf » (USTO-MB), dans le cadre de la semaine nationale de l'information au profit des futurs bacheliers, a-t-on appris dimanche de cette université. Cette semaine, qui se déroule du 16 au 25 avril courant, chapeautée par les ministères de tutelle, permet aux élèves d'explorer les différentes opportunités d'études offertes par toutes les universités de la wilaya d'Oran, a indiqué le porte-parole de l'USTO-MB.

APS

APS

L'ÉCONOMIE MONDIALE SE RÉ

Le FMI prévoit désormais une expansion mondiale de 3,2 % cette année, soit une légère hausse par rapport aux 3,1 % qu'il avait prédit en janvier et correspondant au rythme de 2023. Et il prévoit une troisième année consécutive de croissance de 3,2 % en 2025. Les perspectives s'améliorent en Afrique.

Dans son dernier rapport, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse ses perspectives pour l'économie mondiale cette année, affirmant que le monde semble se diriger vers un « atterrissage en douceur », maîtrisant l'inflation sans trop de difficultés économiques et produisant une croissance régulière, quoique modeste. Le FMI prévoit désormais une expansion mondiale de 3,2 % cette année, soit une légère hausse par rapport aux 3,1 % qu'il avait prédit en janvier et correspondant au rythme de 2023. L'institution financière, prévoit une troisième année consécutive de croissance de 3,2 % en 2025.

Le FMI, une organisation de prêt regroupant 190 pays, note que l'expansion mondiale est alimentée par une croissance étonnamment forte aux États-Unis, la plus grande économie mondiale. Le FMI s'attend à une croissance de l'économie américaine de 2,7 % cette année, soit une amélioration par rapport aux 2,1 % qu'il avait prédit en janvier et une croissance plus rapide qu'une solide expansion de 2,5 % en 2023. Même si la forte hausse des prix reste un obstacle dans le monde entier, le FMI prévoit que l'inflation mondiale passera de 6,8 % l'année dernière à 5,9 % en 2024 et à 4,5 % l'année prochaine. Dans les seules économies avancées du monde, l'organisation prévoit une baisse de l'inflation de 4,6 % en 2023 à 2,6 % cette année et à 2 % en 2025, réduite par les effets de la hausse des taux d'intérêt.

La Réserve fédérale, la Banque du Japon, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont toutes fortement relevé leurs taux dans le but de ralentir l'inflation à environ 2 %. Aux États-Unis, l'inflation sur un an est passée d'un sommet de 9,1 % à l'été 2022 à 3,5 %. Néanmoins, l'inflation américaine reste constamment supérieure au niveau cible de la Fed, ce qui retardera probablement toute réduction des taux par la banque centrale américaine. Selon le FMI, la Russie s'en sort mieux que les pays occidentaux. « La croissance en Russie sera plus soutenue que dans toutes les économies occidentales », retient la BBC des prévisions publiées le mardi 16 avril par le FMI. « Y compris aux États-Unis. » Le produit intérieur brut (PIB) russe devrait augmenter de 3,2 % en 2024, « soit nettement plus qu'au Royaume-Uni, en France et en Allemagne ». Moscou profite des exportations de son pétrole, qui « se sont maintenues » malgré les sanctions occidentales, et de dépenses publiques « restées élevées », explique le FMI.

RALENTISSEMENT DE L'INFLATION

À l'échelle mondiale, on s'attendait généralement à ce que des taux d'emprunt plus élevés provoquent de graves difficultés économiques, voire une récession, y compris aux États-Unis. Mais cela n'est pas arrivé. La croissance et l'em-

bauche ont perduré même si l'inflation a ralenti. « L'économie mondiale continue de faire preuve d'une résilience remarquable », a déclaré mardi dernier aux journalistes Pierre-Olivier Gourinchas, économiste en chef du FMI. « La plupart des indicateurs continuent de pointer vers un atterrissage en douceur. » Cependant, Gourinchas a noté que les progrès contre l'inflation semblent avoir été « au point mort » jusqu'à présent cette année et que le rythme d'augmentation des prix des services, tels que les soins de santé et les réparations automobiles, s'est révélé particulièrement tenace. Même si l'économie mondiale fait preuve d'une résilience inattendue, elle n'est pas vraiment forte. De 2000 à 2019, la croissance économique mondiale a été en moyenne de 3,8 %, soit bien plus que les 3,2 % prévus par le FMI pour cette année et l'année prochaine. Les perspectives de croissance mondiale sont freinées par le maintien de taux d'intérêt élevés, ainsi que par la lenteur des gains de productivité dans une grande partie du monde et le retrait de l'aide économique gouvernementale mise en place pendant la pandémie. Le FMI prévient que l'expansion économique pourrait être perturbée par les effets négatifs persistants de la hausse des taux d'intérêt et par les tensions géopolitiques, notamment l'agression sioniste contre Gaza, qui risquent de perturber le commerce et d'augmenter les prix de l'énergie et d'autres prix. La Chine, deuxième économie mondiale, est aux prises avec l'effondrement de son marché immobilier, la baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises et la montée des tensions commerciales avec d'autres grandes nations. Le FMI s'attend à ce que l'économie chinoise, qui générait autrefois régulièrement une croissance annuelle à deux chiffres, ralentisse de 5,2 % en 2023 à 4,6 % en 2024, puis à 4,1 % l'année prochaine. Mais il y a quelques jours, Pékin a annoncé que l'économie chinoise avait connu une croissance plus rapide que prévu au cours des trois premiers mois de l'année, alimentée par des politiques destinées à stimuler la croissance et à renforcer la demande. L'économie chinoise a connu une croissance annuelle de 5,3 % entre janvier et mars, dépassant les prévisions des analystes d'environ 4,8 %, selon les données officielles. Par rapport au trimestre précédent, l'économie a progressé de 1,6%. L'économie japonaise, la quatrième au monde, après avoir perdu la troisième place au profit de l'Allemagne l'année dernière, devrait ralentir de 1,9% l'an dernier à 0,9% en 2024. Parmi les 20 pays qui utilisent l'euro, le FMI s'attend à une croissance de seulement 0,8 % cette année, soit une croissance faible mais double de l'expansion de la zone euro en 2023. Le Royaume-Uni devrait connaître des progrès économiques lents, avec une croissance passant de 0,1 % l'année dernière à 0,5 % en 2024 et à 1,5 % l'année prochaine. Dans le monde en développement, l'Inde devrait continuer à dépasser la Chine, même si l'expansion de la cinquième économie mondiale ralentira, pas-

sant de 7,8 % l'année dernière à 6,8 % cette année et 6,5 % en 2025. Le FMI prévoit une accélération régulière mais lente de la croissance en Afrique subsaharienne - de 3,4 % l'année dernière à 3,8 % en 2024, puis à 4,1 % l'année prochaine. En Amérique latine, les économies du Brésil et du Mexique devraient connaître un ralentissement jusqu'en 2025. Le Brésil sera probablement entravé par des taux d'intérêt élevés et le Mexique par des coupes budgétaires gouvernementales.

AFRIQUE : LES PERSPECTIVES S'AMÉLIORENT

Après quatre années mouvementées, les perspectives pour l'Afrique subsaharienne s'améliorent progressivement. La croissance va passer de 3,4 % en 2023 à 3,8 % en 2024, et près des deux tiers des pays s'attendent à une croissance plus élevée. La reprise économique devrait se poursuivre au-delà de cette année ; d'après les projections, la croissance devrait atteindre 4,0 % en 2025. C'est ce que souligne le dernier rapport du fonds monétaire international. « En outre, l'inflation a presque diminué de moitié, les ratios de dette publique se sont largement stabilisés et plusieurs pays ont émis des euro-obligations cette année, mettant ainsi un terme à une période de deux ans pendant laquelle la région n'avait plus accès aux marchés internationaux », précise la même source. Cependant, tout n'est pas au beau fixe. La pénurie de financement se poursuit pour les États de la région qui doivent encore faire face à des coûts d'emprunt élevés et à des remboursements de dette imminents. Ces perspectives demeurent exposées à des risques plutôt baissiers. La région reste plus vulnérable aux chocs externes mondiaux, ainsi qu'au risque d'aggravation de l'instabilité politique et de multiplication des catastrophes climatiques. Trois mesures stratégiques peuvent aider les pays à relever ces défis : redresser les comptes publics sans entraver le développement ; mener une politique monétaire axée sur la stabilité des prix ; et mettre en œuvre des réformes structurelles pour diversifier l'économie et les sources de financement. Dans ce contexte, les pays d'Afrique subsaharienne auront besoin de plus de soutien de la part de la communauté internationale afin de construire un avenir plus inclusif, durable et prospère. Environ deux tiers des pays d'Afrique subsaharienne ont lancé des plans de resserrement budgétaire de grande ampleur. Pour rééquilibrer les finances publiques tout en limitant les effets négatifs sur le développement économique et la situation sociale, il faudra que les décideurs privilégient des programmes axés sur l'augmentation des recettes publiques, et non sur des baisses de l'investissement ou d'autres dépenses prioritaires. Les stratégies permettant de gagner la confiance de la population, comme la mise en place de mesures compensatoires (notamment le renforcement de transferts sociaux ciblant les plus vulnérables) ou un séquençage adéquat des réformes sont essentielles pour assurer le succès et la pérennité de ces plans d'assainissement budgétaires.

TIRER PARTI DE L'ABONDANCE DES MINÉRAIS ESSENTIELS

L'Afrique subsaharienne, qui abrite 30 % des minerais essentiels mondiaux, est en passe de connaître une profonde transformation dans le contexte de la transition vers les énergies propres à l'échelle internationale. Alors que l'extraction de certains minerais pourrait accroître le PIB de la région de 12 % ou plus d'ici à 2050, aller au-delà de l'exportation de matières premières brutes pour développer des industries de traitement ouvre une perspective encore plus large. Une stratégie régionale reposant sur la collaboration et l'intégration entre les pays peut mettre à profit la diversité des

minerais et grand et pléments nécessaires structurelles gner les entreprises de trait en évitant u vers l'intérie ces minerais. ra impulser plus large, en durables et p rais essentiel traction ou nécessite d'a budgétaires manière re l'Afrique sub faisant de la dans un mo croissance e actions ferm en s'assuran accès à une e d'ici 2030 v l'éducation, bler la part o tion dans le pour préserv cation, tout e soit judicieu ment aux bai cation demer

LA POLITIQUE À L'ÉPREUVE ANNÉE ÉL

Même si les diales sont e budgétaire o niveau élevé passé, tout e difficultés. C les finances p tants que plu organisent d montrent plu dépenses pu ment sont to les dépenses

R RAPPORT DU FMI

TABLI PLUS VITE QUE PRÉVU



créer un marché régional plus attractif pour les investisseurs. En outre, des réformes à l'échelle des pays pour accompagner les reprises nationales dans les industries et les secteurs d'appui, tout une politique industrielle tournée vers l'innovation, amplifieront les gains tirés de la libération de ce potentiel pour un développement économique encourager le transfert de technologie de dégager des bénéfices plus élevés des ressources en minerais de la région. Qu'il s'agisse de l'exportation ou de l'importation, cette transition adopter des régimes et politiques solides afin de gérer ces gains de manière responsable. La population de la région va doubler d'ici à 2050, la région une des plus dynamiques au monde vieillissant. Mais sécuriser la création d'emploi de demain requiert des investissements dès aujourd'hui—en particulier, dans l'éducation et la santé, et que les enfants du continent ont besoin d'une éducation de qualité. Pour avancer vers l'objectif d'accès universel à l'éducation, il pourrait être nécessaire de doubler les dépenses en faveur de l'éducation. Les États doivent tout faire pour augmenter leur budget d'éducation en garantissant que chaque denier dépensé. Il incombe également aux gouvernements de garantir que l'éducation soit une de leurs priorités.

QUE BUDGÉTAIRE L'AVANTAGE D'UNE GRANDE ANNÉE ÉLECTORALE

perspectives économiques mondiales, la politique de stabilisation, la politique doit toujours composer avec un niveau de dette et de déficits hérité du passé et de nouvelles dépenses étant confrontées à de nouvelles dépenses cette année, les risques pesant sur les finances publiques sont d'autant plus importants de 80 pays et zones économiques en cours d'élections et que les citoyens se voient offrir des perspectives plus favorables à l'augmentation des dépenses. Les conditions de financement sont toujours difficiles et les pressions sur les gouvernements pour répondre aux enjeux structu-

rels s'intensifient. Les pays doivent stimuler la croissance à long terme grâce à un dosage judicieux de politiques budgétaires qui favorise l'innovation à plus grande échelle, y compris la recherche fondamentale, et qui facilite la diffusion des technologies. Un rééquilibrage budgétaire durable est indispensable pour préserver la viabilité des finances publiques et reconstituer les réserves. La politique budgétaire à l'épreuve d'une grande année électorale, un chapitre qui expose les risques accrus qui pèsent sur les finances publiques face aux distorsions que pourraient provoquer un nombre record d'élections cette année, dans un contexte où la dette publique est considérable, les taux d'intérêt demeurent élevés et les perspectives de croissance ralentissent. Un rééquilibrage budgétaire décisif est nécessaire pour préserver la viabilité des finances publiques tout en protégeant les plus vulnérables. Il est nécessaire, souligne l'institution financière de mettre en place des politiques budgétaires en faveur de l'innovation et de la diffusion des technologies. Face à la multiplication récente de politiques industrielles axées sur l'innovation dans certains secteurs, ce chapitre décrit un dosage de mesures budgétaires économiquement avantageuses pour promouvoir l'innovation à plus grande échelle et faciliter la diffusion des technologies entre pays et entre entreprises. Les pouvoirs publics doivent maintenir le cap du rééquilibrage budgétaire dans un contexte d'endettement croissant. Les perspectives économiques et financières mondiales ont évolué favorablement au cours des six derniers mois. L'inflation a reculé, les conditions financières se sont assouplies et les risques qui pèsent sur les perspectives se sont équilibrés. Toutefois, bon nombre de pays continuent de faire face à une forte dette publique et à d'importants déficits budgétaires, alors que le niveau élevé des taux d'intérêt réels et la morosité des perspectives de croissance à moyen terme créent de nouveaux problèmes. "Dans notre dernière édition du Moniteur des finances publiques, nous appelons les gouvernements à éviter les dérapages budgétaires et à se consacrer davantage à la reconstitution des marges de manœuvre et à la sauvegarde de la viabilité des finances publiques à moyen terme", indique le FMI. La politique budgétaire est devenue plus expansionniste l'an dernier, après que les niveaux

d'endettement et de déficit ont connu une amélioration rapide au cours des deux années précédentes. En 2023, seule la moitié des pays du monde ont procédé à un resserrement de leur politique budgétaire, contre environ 70 % en 2022.

MODÉRATION BUDGÉTAIRE

Quatre ans après le début de la pandémie, les dépenses publiques, à l'exclusion des paiements d'intérêts, dépassaient d'environ 3 points de pourcentage du produit intérieur brut (PIB) les projections établies avant la pandémie dans les pays avancés et de 2 points de pourcentage dans les pays émergents. Ce niveau de dépenses témoigne de la lenteur du retrait des politiques budgétaires adoptées pendant la crise et de l'introduction de nouvelles formes d'aide, ainsi que de nouvelles mesures de politique industrielle, dont des subventions et des incitations fiscales. La hausse des taux d'intérêt nominaux a accru les charges d'intérêt dans la plupart des pays.

La dette publique mondiale a légèrement augmenté, à 93 % du PIB en 2023, et demeure à 9 points de pourcentage au-dessus de son niveau antérieur à la pandémie. Cette hausse est tirée par les deux plus grandes puissances économiques, les États-Unis et la Chine, où la dette a augmenté respectivement de plus de 2 points et de 6 points de pourcentage du PIB. La conjoncture de ces deux pays est également déterminante pour l'évolution et les perspectives budgétaires au niveau mondial. Le ralentissement de la croissance en Chine pourrait peser sur la croissance et le commerce mondiaux et poser des problèmes budgétaires aux pays qui entretiennent des liens commerciaux et d'investissement étroits avec ce pays. Un niveau élevé mais instable des rendements des obligations d'État aux États-Unis conduirait à un durcissement des conditions de financement dans le reste du monde. Cette année devrait connaître une reprise modérée du resserrement budgétaire, mais la situation reste très incertaine. En 2024, un nombre record de pays, représentant plus de la moitié de la population mondiale, organisent des élections nationales. Il est avéré que les États ont tendance à dépenser plus et à taxer moins pendant les années électorales. Les déficits enregistrés ces années ont tendance à dépasser les prévisions de 0,4 point de pour-

centage du PIB, par rapport aux années sans élections. En cette grande année électorale, les pouvoirs publics doivent faire preuve de modération budgétaire pour assurer la bonne santé des finances publiques. Même si un léger resserrement budgétaire est prévu à moyen terme, il ne suffira pas à stabiliser la dette publique dans de nombreux pays. Dans le chapitre concerné, nous montrons que, sur la base des politiques actuelles, les déficits primaires (hors charges d'intérêt) resteront supérieurs aux niveaux de stabilisation de la dette en 2029 dans environ un tiers des pays avancés ou émergents et dans près d'un quart des pays en développement à faible revenu. L'ampleur des ajustements supplémentaires à apporter est variable. En moyenne, la réduction requise des déficits primaires est particulièrement conséquente dans les pays émergents dont les ratios dette publique/PIB sont en hausse selon nos projections. Nous estimons cette réduction à 2,1 points de pourcentage du PIB. Les groupes de pays visés dans ce paragraphe comprennent les deux principales puissances économiques, les États-Unis et la Chine, dans l'agrégat approprié. En l'absence de mesures supplémentaires, la normalisation de la politique budgétaire à son niveau antérieur à la pandémie pourrait prendre des années. Les pressions à la dépense pour faire face aux enjeux structurels, notamment les transitions démographique et écologique, s'intensifient, tandis que le ralentissement des perspectives de croissance et la persistance de taux d'intérêt élevés risquent de restreindre encore l'espace budgétaire dans la plupart des pays. Les pays doivent déployer des mesures résolues pour préserver la viabilité de leurs finances publiques et reconstituer leurs marges de manœuvre budgétaires. La cadence du processus de rééquilibrage doit être adaptée en fonction des risques budgétaires et des conditions macroéconomiques propres à chaque pays. Les pays devront faire preuve de fermeté lorsque les risques souverains sont élevés et que la crédibilité budgétaire fait défaut. Les autorités devraient procéder sans délai à l'élimination progressive des mesures budgétaires adoptées pendant la crise, notamment les subventions à l'énergie, et poursuivre les réformes pour limiter l'augmentation des dépenses et protéger les populations les plus vulnérables. Les pays avancés où la population est vieillissante devraient contenir les pressions sur les dépenses de santé et de retraite en procédant à des réformes des droits à prestations et en prenant d'autres mesures. Les recettes devraient évoluer de concert avec les dépenses. Les pays avancés pourraient augmenter leurs recettes en ciblant les bénéfices excessifs dans le cadre de l'impôt sur les sociétés. Les pays émergents et les pays en développement pourraient accroître leurs recettes fiscales potentielles par l'élargissement des bases d'imposition, le perfectionnement des systèmes fiscaux et l'amélioration de l'administration des recettes. Nos études montrent que de telles mesures pourraient, dans des circonstances idéales, générer jusqu'à 9 % de PIB supplémentaire. Une vision à moyen terme de la planification et de l'exécution budgétaires est indispensable pour garantir la solidité et la viabilité des finances publiques. Une plus grande transparence des finances publiques et l'utilisation accrue des technologies modernes, désignées par le terme « GovTech », profiteraient à tous les pays. "Pour les pays en situation de grave surendettement, il est important de procéder à une restructuration ordonnée et rapide de la dette. La poursuite de la coopération internationale, notamment par le biais du cadre commun du Groupe des Vingt et de la table ronde mondiale sur la dette souveraine, est indispensable pour que le processus de restructuration de la dette soit efficace", précise le FMI.

Par Amel B. et Agences

TUNISIE

LES RECETTES TOURISTIQUES ET LES REVENUS DU TRAVAIL COUVRENT 54% DES SERVICES DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Les recettes touristiques et les revenus du travail cumulés couvrent à peine environ 54% des services de la dette extérieure cumulés, à la date du 10 avril 2024, selon les données monétaires et financiers, publiées vendredi, par la Banque Centrale de Tunisie (BCT). En fait, les chiffres publiés par la BCT font état d'une hausse vertigineuse des services de la dette extérieure de 116,4% (ils ont plus que doublé), passant de 2,8 milliards de dinars, le 10 avril 2023, à 6,1 milliards de dinars, actuellement, et ce, en raison du remboursement de l'eurobond de 850 millions d'euros (en capital) le 17 février, avec des intérêts supplémentaires de 47,8 millions d'euros, soit un total de 898 millions d'euros (l'équivalent de 3 milliards de dinars) Pour ce qui est des recettes touristiques et des revenus du travail, elles ont légèrement augmenté, respectivement de 7,6% (à 1,3 milliard de dinars) et de 4,4% (à 1,9 milliard de dinars), drainant en totalité des recettes de l'ordre de 3,3 milliards de dinars. Pour ce qui est des avoirs nets en devises, ils se sont élevés, à la date du 19 avril 2024, à 23,5 milliards de dinars, ce qui représente 107 jours d'importation, contre 21,8 milliards de dinars (soit 94 jours d'importation), à la même date de l'année dernière.

In African manager

AGÉ DE 29 ANS

UN NIGÉRIAN JOUE AUX ÉCHECS 60 H D'AFFILÉE ET BAT LE RECORD DE MONDE

Le Nigérian Tunde Onakoya a joué aux échecs plus de 2 journées d'affilée. Son objectif était de lever 1 million de dollars pour son organisation caritative. Tunde Onakoya a pu jouer aux échecs sans s'arrêter et sans perdre une seule partie. Son objectif était de lever 1 million de dollars pour son organisation caritative en faveur des enfants à Lagos. Le joueur de 29 ans a effectué environ 200 parties. Initialement, sa performance devait prendre fin au bout de 58 heures, mais il a décidé d'allonger sa dernière session jusqu'aux 60 heures. L'événement a eu lieu à Times Square à New York. Bola Tinubu, Président nigérian, a adressé à Tunde Onakoya ses félicitations en soulignant que le joueur a "sonné le gong de la résilience, de la confiance en soi et de l'ingéniosité du Nigeria". Le record précédent, 56 heures d'affilée, a été établi en 2018 par 2 Norvégiens.

In Agence Sputnik

TCHAD

Lancement de la construction d'une faculté d'agronomie et de production animale

Le projet en cours nécessite une enveloppe d'un peu plus de 2 millions USD. Le financement sera mis à disposition par le Fonds de solidarité islamique de l'Organisation de coopération islamique.

Au Tchad, l'agriculture et l'élevage représentent plus de 20% du PIB. Pour le gouvernement, développer ces secteurs à forte employabilité peut permettre de booster le développement de l'économie et faire reculer le chômage. Le secrétaire général à la présidence de la République du Tchad, Mahamat Ahmad Alhabet (photo, au centre), a présidé, jeudi 18 avril, la cérémonie de pose de la première pierre de la construction d'une faculté d'agronomie et de production animale au sein de l'Université Roi Fayçal à Afrouk au Nord de N'Djamena.

Le projet en cours nécessite une enveloppe d'un peu plus de 2 millions USD. Le financement sera mis à disposition par le Fonds de solidarité islamique de l'Organisation de coopération islamique, selon la décision approuvée en octobre 2023 lors de la 9e conférence des ministres de l'Organisation de coopération islamique sur la sécurité alimentaire et le développement agricole.

Pour les autorités tchadiennes, ce projet est vital pour le développement du



Tchad dont l'économie repose en majorité sur l'agriculture et l'élevage. Le secteur pèse pour plus de 20 % dans le PIB et reste le principal pourvoyeur d'emplois. Il est donc de bon sens de s'investir dans la formation de la ressource humaine dans ce secteur à forte employabilité dans le pays. Une démarche qui a

permis également d'entamer depuis 2022 le processus de création d'une école d'élevage et d'agronomie à l'Université de N'Djamena, cette fois avec l'appui de la Turquie. En outre, la faculté en construction s'inscrit dans l'ambition du gouvernement tchadien d'enrichir son offre de formation dans l'enseignement

supérieur, avec l'intention de créer au moins un établissement spécialisé dans toutes les provinces du pays. Ainsi sur la liste des projets à mettre en œuvre prochainement figure la création d'une université à Bongor et d'Instituts nationaux à Massakory, Faya, Bol, dans le court terme.

In Agence Ecofin

CAMEROUN

Camair-Co annonce une nouvelle liaison vers Cotonou au Bénin, au départ de Yaoundé et Douala

La desserte du pôle économique béninois est une nouvelle étape du plan de redressement et d'expansion de Camair-Co. Elle vient s'ajouter aux lignes de Libreville (Gabon) et de N'Djamena (Tchad), relancées respectivement le 21 décembre 2021 et le 24 avril 2022. Camair-Co lance dès le 15 mai 2024 des liaisons Douala/Yaoundé - Cotonou (Bénin), à raison de 4 fois par semaine (lundi, mercredi, vendredi et samedi). Cette nouvelle desserte devrait être suivie cette année même de liaisons vers Abidjan (Côte d'Ivoire) et Pointe-Noire (République du Congo), a appris Investir au Cameroun. Le transporteur aérien public du Cameroun essaie ainsi de reconquérir le ciel africain après avoir interrompu ses activités 2 années

durant, à cause de problèmes financiers qui en ont fait la 2ème entreprise publique la plus endettée du pays après la SONARA. Un nouveau financement de l'État, son unique actionnaire, lui permettra par ailleurs de se recentrer sur un marché domestique qu'il ne satisfait qu'à 45% de son potentiel comme l'estime Jean Christophe Ela Nguema, le DG. En pleine restructuration, Camair-Co a acquis au moins 2 Bombardier Q400 expérimentés en leasing et compte mettre en place « un centre de formation, un centre de maintenance, un service de catering et une unité d'assistance au sol » a-t-il mentionné. Ces projets visent à préparer la compagnie à sa future alliance avec un partenaire stratégique privé, comme l'indique une cor-

respondance envoyée mi-juillet 2020 par le secrétaire général de la présidence de la République au SG des services de la primature.

« Le chef de l'État demande au Premier ministre, Chef du gouvernement, d'élaborer en urgence, en collaboration avec le ministre des Transports, le ministre des Finances, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Camair-Co et la Cameroon civil aviation Authority, un plan de restructuration, de relance et de développement de la compagnie, dans l'optique d'ouvrir son capital social à hauteur de 51% à un partenaire stratégique privé, conformément à l'article 5 du décret du 11 septembre 2006 portant création de la Camair-Co », lit-on.

In Agence Ecofin

NUMÉRIQUE

La Chine ouverte à une coopération avec le Niger

Depuis une vingtaine d'années, le Niger et la Chine entretiennent des relations bilatérales solides dans divers secteurs. Ces dernières années, la collaboration entre les deux pays s'est renforcée dans le domaine du numérique. La République populaire de Chine est prête à collaborer avec le Niger dans le domaine du numérique. Son ambassadeur dans ce pays ouest-africain, Jiang Feng, a exprimé cette volonté lors d'une rencontre avec le général de brigade Abdouramane Tiani,

président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), le jeudi 18 avril. Accompagné de Zhou Jian, directeur général de l'Equipe d'intervention d'urgence cybernétique des systèmes de contrôle industriel de Chine et représentant spécial du ministre chinois de l'Industrie et de la Technologie de l'information, le diplomate chinois a souligné que « la Chine, en tant que plus grand pays en développement, dont l'économie numérique est très développée, entend

bien mener une coopération très étroite avec le Niger, un pays frère, pour le développer dans le domaine du numérique en vue de promouvoir la coopération bilatérale déjà excellente, un nouveau palier au service de nos deux peuples ». Cette rencontre entre les deux hommes politiques s'est tenue en marge de la 1re édition de la semaine du numérique (Senum24) organisée par le Niger dans le but de discuter des mécanismes, des solutions et des initiatives pour relever

les défis liés à la transformation numérique dans le pays.

L'événement est organisé sous le thème « le numérique et la souveraineté ». Jiang Feng a exprimé sa satisfaction à l'égard de ce thème, qu'il considère comme une démonstration de la volonté et de la détermination du CNSP d'accorder une importance capitale à ce secteur dans le développement socio-économique du pays.

In We Are Tech Africa

QUAND LE RS BERKANE REFUSE DE JOUER LE MATCH

UN tohu-bohu de mauvais aloi



Cette rencontre est devenue une joute politique pour l'équipe marocaine. Ce qui est contraire à la réglementation de la CAF. L'instance africaine est soumise à travers ce forfait à sa crédibilité. Va-t-elle appliquer ses lois ou sortir de sa neutralité en faveur de l'IRS Berkane.

La rencontre entre l'USM Alger et l'équipe marocaine de l'RS Berkane, comptant pour la demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) prévue initialement dimanche à 20h00 au stade du 5 juillet 1962 à Alger, n'a pas eu lieu, suite au refus des joueurs du club marocain d'entrer sur le terrain. Ceci malgré la présence des joueurs de l'USM Alger, rapporte l'APS. "Notre équipe s'est présentée sur le terrain à l'heure du match, mais l'ad-

versaire a refusé de disputer la rencontre, en préférant rester dans les vestiaires. Même le trio arbitral composé du Mauritanien Abdelaziz Mohamed Bouh, assisté de Seydou Tiama (Burkina Faso) et Ahonto Koffi (Togo), a refusé de rentrer sur le terrain, ce qui est contraire à tous les règlements régissant les compétitions de football ainsi que les statuts de la Confédération africaine (CAF) et l'instance internationale (Fifa)", a déclaré à la presse Toufik Koreichi, directeur sportif de l'USMA.

"Au vu des règlements relatifs à la gestion des compétitions interclubs, l'USMA est qualifiée pour la finale sur tapis vert, en attendant que cette décision soit officialisée par l'instance de football africain dans les jours qui viennent. La Fédération algérienne de football doit prendre les mesures nécessaires. Ce n'est pas la première fois que la commission des compétitions interclubs de l'instance africaine est confrontée à une

telle situation. Elle a eu déjà, en effet, à gérer des cas similaires", a-t-il précisé. A cet égard, selon l'article 16 chapitre XI des règlements de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), "si une équipe se retire de la compétition ou ne se présente pas à un match (...), refuse de jouer ou quitte le terrain avant la fin réglementaire de la rencontre sans l'autorisation de l'arbitre, elle sera considérée perdante et sera définitivement éliminée de la compétition."

Pourtant, toutes les conditions étaient réunies au Complexe olympique Mohamed Boudiaf d'Alger pour disputer cette rencontre des demi-finales aller de la Coupe de la Confédération africaine dans les meilleures conditions, mais le club marocain a brillé par son absence, voulant coûte que coûte jouer avec les maillots floqués avec une carte du Maroc, englobant les territoires sahraouis occupés, ce qui va à l'opposé du droit international. En agissant de

la sorte, les Marocains ont bafoué toutes les règles du sport, qui interdisent tout message ou slogan à caractère politique ou religieux. Dans la loi 4 du football relative à l'équipement des joueurs, "l'équipement ne doit présenter aucun slogan, inscription ou image à caractère politique, religieux ou personnel. Les joueurs ne sont pas autorisés à exhiber de slogans, messages ou images à caractère politique, religieux, personnel ou publicitaire sur leurs sous-vêtements autres que le logo du fabricant. En cas d'infraction, le joueur et/ou l'équipe sera sanctionné par l'organisateur de la compétition, par la fédération nationale ou par la Fédération internationale (FIFA)". Selon l'article 50 de la Charte olympique (alinéa 2), "aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique.

R.S.

WORLD BOXING CUP TOURNOI DU COLORADO : L'ALGÉRIENNE IMANE KHELIF EN OR

La boxeuse algérienne Imane Khelif a décroché la médaille d'or au Tournoi du Colorado, deuxième étape de la World Boxing Cup 2024, en battant la Française Emilie Sonvico (5-0), en finale des 66 kilos, disputée samedi soir aux Etats-Unis. L'Algérienne avait atteint la finale en dominant l'Américaine Morelle McCane (3-2), alors qu'Emilie Sonvico s'était qualifiée aux dépens de l'Allemande Stefanie Von Berge. Selon le Directeur technique national, Mourad Meziane, "le mérite de Khelif est d'autant plus grand qu'elle a disputé la finale en étant un peu grippée". De son côté, Nasser Yefsah, le manager de la boxeuse, s'est attardé beaucoup plus sur la demi-finale, contre l'Américaine McCane, insistant sur le fait que le combat n'a pas été facile. "Malgré les avantages dont bénéficiait sa rivale sur le sol américain, Imane Khelif a fait preuve d'un grand talent, et d'un mental d'acier pour s'imposer et se qualifier pour la finale de cette prestigieuse compétition. Cette victoire est une nouvelle belle performance pour le sport algérien et témoigne du travail acharné et de la détermination d'Imane. Je suis convaincu que cette jeune boxeuse a encore de belles choses à accomplir et qu'elle saura porter haut les couleurs de l'Algérie", a-t-il espéré.

APS

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS DE HANDBALL : QUATRE DES CINQ FORMATIONS ALGÉRIENNES (MESSIEURS) PASSENT AU TOUR PRINCIPAL

Quatre des cinq clubs algériens engagés dans le championnat d'Afrique masculine de handball des vainqueurs de coupes qui se déroule à Oran, ont validé leurs billets au tour principal, à l'issue du premier tour clôturé samedi soir. Il s'agit de l'OM Annaba, la JSE Skikda, le CRB Mila et la HBC El Biar, qui vont concourir avec quatre autres formations, à savoir, Al Ahly et le Zamalek (Égypte), ES Tunis et la JS Kinshasa (RD Congo).

APS

GYMNASTIQUE : COUPE DU MONDE

L'Algérienne Kaylia Nemour sacrée championne du monde au sol et aux barres asymétriques

L'Algérie a décroché à Doha deux médailles d'or et une en argent. Ces médailles s'ajoutent aux médailles d'or aux barres asymétriques arrachées lors de la deuxième étape organisée à Cottbus en Allemagne et lors de la troisième étape qui s'est déroulée à Bakou. A l'issue de cette dernière étape de Doha, la gymnaste remporte quatre médailles d'or, ce qui correspond à une performance exceptionnelle, la meilleure aux barres asymétriques.

L'Algérienne Kaylia Nemour a remporté samedi la médaille d'or au sol pour le compte de la quatrième et dernière étape de la Coupe du monde 2024 de Gymnastique artistique, qui se déroule du 17 au

22 avril courant à Doha (Qatar). L'Algérienne de 17 ans a obtenu la note de 13.700, devançant dans l'ordre, la Britannique Ruby Evans (13.300) et l'Espagnole Laura Casabuena (13.233).

L'Algérienne Kaylia Nemour a également décroché la médaille d'or aux barres asymétriques de la quatrième et dernière étape de la Coupe du monde 2024 de Gymnastique artistique, qui se déroule du 17 au 22 avril courant à Doha (Qatar). L'Algérienne de 17 ans a terminé ce concours avec 15.366 points, se plaçant largement devant la Philippine Ruivivar Levi (2e/13.633), au moment où la Biélorusse Alena Tsitavets s'est contentée de la troisième place, avec 13.600 points.

Nemour s'était brillamment qualifiée pour la finale des barres asymétriques mercredi soir, en réalisant un enchaînement parfait, qui lui avait permis de terminer largement en tête de sa série, avec une note de 15.400, devançant ainsi la Biélorusse Alena Tsitavets (2e/13.666) et la Néo-Zélandaise Georgia Rose Brown (3e/13.400).

Cette quatrième et dernière étape de la Coupe du monde de Gymnastique artistique à Doha a permis à la Philippine Ruivivar Levi et à la Néo-Zélandaise Georgia Rose Brown de décrocher les deux derniers billets qualificatifs aux JO de Paris. Nemour, elle, y était déjà qualifiée, et bien avant de venir au Qatar. Pour rap-

pel, l'Algérienne Kaylia Nemour qui occupe la première place au classement général de l'épreuve, avait remporté la médaille d'or au concours des barres asymétriques lors de la deuxième étape qui s'était déroulée à Cottbus (Allemagne), et de la 3e étape qui s'était déroulée à Bakou (Azerbaïdjan).

L'Algérienne Kaylia Nemour a également remporté samedi la médaille d'argent de l'épreuve de la poutre. L'Algérienne de 17 ans a obtenu la note de 13.400, derrière l'Ukrainienne Anna Lashchevska (13.500), alors que la médaille de bronze est revenue à l'Italienne Chiara Barzasi (12.900).

APS

MUSÉE DE CHERCHELL

MÉMOIRE OUVERTE SUR L'«HISTOIRE UNIVERSELLE»



Ancienne capitale de la Rome impériale, la ville de Cherchell, à 100 km d'Alger, continue à être une ville où l'histoire tient une place majeure. Une histoire venue de la mer, en quelque sorte, tant concernant l'histoire de Cherchell aux temps des Carthaginois, des Romains que bien plus tard.

Pour le nom de la ville, Cherchell, plusieurs exégèses s'entrechoquent entre elles. On dit qu'il s'agit d'une altération du nom latin, Césaréa, le nom donné par le roi Juba II. Toutefois, dans la langue berbère, Šaršār (Achercher) signifie « une cascade ». La ville, « Iol », « Caesarea », « Cherchell », ville aux trois noms, située sur le littoral, à 90 km d'Alger, fut l'une des plus importantes cités du littoral occidental de l'Afrique du Nord antique, particulièrement à l'époque romaine. La ville fut fondée au IV^e siècle av. J.-C. par les Phéniciens sous le nom « Iol ». D'abord intégrée au royaume de Numidie, « Iol » passa sous le contrôle de la Maurétanie après la chute de Jugurtha. La ville fut refondée en 25

av. J.-C. par Juba II, sous le nom de Césaréa de Maurétanie (Caesarea Mauritaniae). Elle devient, après l'an 40, la capitale de la province romaine de Maurétanie Césaréenne, qui s'étend jusqu'à l'océan Atlantique. Des ruines de temples et monuments romains, ainsi que les collections du Musée de Cherchell, témoignent de cette période. Les collections de mosaïques et de la sculpture antique, des stèles funéraires et des éléments d'architecture, que renferme actuellement le musée, comptent parmi les plus prestigieuses du Maghreb.

Le musée de Cherchell est classé sur la liste des biens nationaux protégés depuis 1981.

Les vestiges archéologiques de Cherchell constituent un patri-

moine d'une grande valeur. Une bonne partie des pièces de ce musée a été découverte lors de fouilles ou juste par hasard.

Avec l'arrivée des Français et la construction de la ville coloniale, en 1840, beaucoup d'objets ont été découverts mais leur gestion était anarchique. En 1844, les objets découverts, lors des fouilles à Cherchell, étaient stockés dans une mosquée appartenant à la famille Berkani. Après la destruction de cet édifice, lors d'un tremblement de terre en 1846, ces objets sont alors transférés vers une galerie ouverte, dans la cour d'une maison de style mauresque occupée par les services administratifs. En 1853, la commune

décide de raser les locaux, et les collections sont, encore une fois, transférées dans un autre local situé dans la rue Abdelhak, ex-Caesarea. Plusieurs pièces, d'une valeur inestimable, sont acheminées vers le musée du Louvre et le musée des antiquités d'Alger. En 1855, les objets sont stockés au niveau de l'hôtellerie. Devant l'importance des découvertes, le Gouverneur Général d'Algérie décida de doter la ville de Cherchell d'un vrai musée. Et c'est en 1908 que le musée actuel ouvrit ses portes au public. Sur le plan architectural, il est de style mauresque. Formé de quatre galeries fermées par des baies vitrées et

s'ouvrant sur un patio, il renferme des collections de mosaïques et de la sculpture antique, des stèles funéraires et des éléments d'architectures. En plus des visites guidées pour les élèves des établissements scolaires de la ville de Cherchell et des communes environnantes, le musée organise plusieurs activités. On y trouve l'octroi de cours de moulage, de mosaïque ou de dessin aux enfants, dont un nombre important assiste à ces ateliers donnés régulièrement, soit une fois par semaine, et gratuitement.

I.Med

NOUVEL ESPACE DÉDIÉ AU 7^E ART Ouverture à Alger d'une nouvelle salle de cinéma

Une nouvelle salle de cinéma, dotée de moyens techniques et d'équipements numériques de dernière génération, a été inaugurée, dimanche à Alger, en présence de hauts responsables du ministère de la Culture et des Arts et de professionnels du 7^e art en Algérie.

Ouverte au 3^e étage du Centre commercial "Garden City", sis dans la localité de Ouled Fayet à Dely Ibrahim, cette nouvelle salle vient s'ajouter aux trois autres espaces de projection déjà opérationnels du "Complexe cinématographique TMV (Trending Music and Vidéo)".

Ce nouvel espace dédié au 7^e art a été inauguré en présence du secrétaire général du département de la Culture Sid Ali Sebaa, représentant la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, du Fondateur du groupe TMV production et exploitation, Liès Ait Aoudia, ainsi que de responsables d'institutions cinématographiques sous tutelle. Le Complexe TMV surplombe le Centre commercial "Garden City", un bâti-

ment emblématique qui rappelle des "images et des scènes de vie bien connues de la Casbah d'Alger", une idée de l'architecte-concepteur algérien Tarik-Bey Ramdane, Prix national d'architecture du président de la République en 2021. Le représentant de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a mis en exergue l'intérêt porté par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à l'égard du Cinéma, de l'Industrie du cinéma et des professionnels du 7e Art, encourageant l'investissement dans ce domaine, appelé à défendre, sauvegarder et promouvoir l'histoire glorieuse de l'Algérie et sa richesse culturelle.

Sid Ali Sebaa a également rappelé que la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji "a toujours veillé à l'accompagnement et au soutien de tous les projets cinématographiques à

FAIRE RAYONNER L'HUMOUR ALGÉRIEN, AFRICAIN ET INTERNATIONAL

LE 6^E FESTIVAL DU RIRE « ALGÉ'RIRE » DU 30 AVRIL AU 3 MAI PROCHAIN

Des humoristes algériens et étrangers parmi les plus connus de la comédie et du stand-up, animeront la 6^e édition du Festival international du rire "Algé'Rire", prévu du 30 avril au 3 mai prochain au Palais de la culture Moufdim Zakaria à Alger, ont indiqué dimanche à Alger les organisateurs. Placée sous le signe "100% rire ensemble", cette édition a pour objectif de "faire rayonner l'humour algérien, africain et international", a souligné lors d'un point de presse Tarik Ouahdj, fondateur de "Broshing Events", agence organisatrice de cet événement. Au menu de cette édition, des spectacles animés par une trentaine de comédiens algé-

riens et étrangers, un spectacle "100% féminin", en plus d'une représentation, mettant en scène de jeunes talents du stand-up algérien. Parallèlement aux spectacles de one-man-show et les sketches, les organisateurs proposent un espace "Kids Corner", dédié aux enfants et aux plus petits, avec des animations et ateliers ludiques et récréatifs en plus des spectacles de marionnettes et de clowns. Organisé depuis 2013 par "Broshing Events", le Festival international du rire "Algé'Rire" réunit chaque année un grand nombre de spectateurs.

I.M./Agence presse

l'échelle nationale, mettant à la disposition des investisseurs dans ce domaine, notamment, tous les moyens nécessaires".

En plus de deux espaces de projection d'une capacité d'accueil de 240 et 80 places, et d'une salle destinée aux projections privées de 12 places, ce complexe haut de gamme, empreint de modernité, s'est agrandi, avec "la salle de cinéma No 1", dotée d'un écran de 15m2, de Son "Dolby 7.1", d'une projection laser et de 60 places dont quatre

pour PMR (personnes à mobilité réduite). Une démonstration sur grand écran a été exécutée à travers la projection d'un court documentaire sur l'ouverture au public, en août 2023, du Complexe cinématographique TMV, suivie d'une petite rétrospective sur le cinéma et les téléfilms algériens, pour conclure en beauté avec quelques extraits rappelant le génie créatif du réalisateur Mounès Khemmar, présent à cette cérémonie inaugurale avec, entre autres professionnels du 7e Art, le producteur Amer Behloul

I.Med/Agence

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA

DIRECTION DE L'EDUCATION
N.I.F: 411013000007026

AVIS D'APPEL
D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
CAPACITES MINIMALES
N°: 16 / 2024

Le Directeur de l'Education de la wilaya de Biskra lance un Appel d'Offre national ouvert avec exigence de capacités Minimales: 16/2024

Relatif au : Acquisition des équipements scolaires au profit d'un (01) collège type base 06 au niveau du site des 500 logements LPL à Nouveau Pole dans la commune de Biskra ,wilaya de Biskra

Lot N°1: Equipement pédagogique
Lot N°2: Equipements de climatisation réfrigération et de chauffage
Lot N°3: Equipement administratif
Lot N°4 : Equipements laboratoires d'informatique
Lot N°5: Equipements Extincteurs

Les établissements ou bien fournisseurs intéressés par la participation à cet appel d'offre ayant comme activité correspondante au sujet des équipements comme suit : (grossistes, Fabricants Importateurs) Peuvent voir et retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'Education (service de la programmation et du suivi).

Les offres doivent être déposées auprès de la Direction de l'éducation Biskra (service de la programmation et du suivi) accompagnées des pièces réglementaires valides et légalisées

Un dossier de candidature :
- Déclaration de candidature
- Déclaration de probité

Offre technique composé de :
- Déclaration à souscrire remplie avec soin sans erreurs ou surcharges
- Fiche technique justificative
- Offre technique dûment remplie, datée et signée.

Offre financière composée de :
- Lettre de soumission
- Bordereau des prix unitaires
- Répartition quantitatif et estimatif

Le dossier de candidature avec les offres techniques et financières doivent être contenues dans trois (03) enveloppes fermées et cachetées et ne comportant que les mentions suivantes :

- **Enveloppe N° 01 :** identité et adresse du soumissionnaire - dossier de candidature - Avis d'appel offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°:/2024 Relatif au :
- Acquisition des équipements scolaires au profit d'un (01) collège type base 06 au niveau du site des 500 logements LPL à Nouveau Pole dans la commune de Biskra ,wilaya de Biskra
Lot N° : - Biskra

- **Enveloppe N° 02 :** identité et adresse du soumissionnaire - Offre technique - Avis d'appel offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°:/2024 Relatif au :
- Acquisition des équipements scolaires au profit d'un (01) collège type base 06 au niveau du site des 500 logements LPL à Nouveau Pole dans la commune de Biskra ,wilaya de Biskra
Lot N° : - Biskra

- **Enveloppe N°03 :** identité et adresse du soumissionnaire - Offre financière - Avis d'appel offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°:/2024 Relatif au :
- Acquisition des équipements scolaires au profit d'un (01) collège type base 06 au niveau du site des 500 logements LPL à Nouveau Pole dans la commune de Biskra ,wilaya de Biskra
Lot N° : - Biskra

Les trois enveloppes indiquées ci-dessus doivent être mises dans une autre enveloppe fermée, anonyme et se portant que la mention suivante :

A monsieur : le directeur de l'éducation de la wilaya de Biskra « Avis d'appel offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°:/2024 Relatif au :

- Acquisition des équipements scolaires au profit d'un (01) collège type base 06 au niveau du site des 500 logements LPL à Nouveau Pole dans la commune de Biskra ,wilaya de Biskra

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

- Le dépôt des offres s'effectuera le 15^{ème} jour à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP 08H00 à 11H00 Si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal, le dépôt est reporté au lendemain du jour ouvrable suivant. La remise des échantillons s'effectuera au même moment auprès de magasin la Direction de l'éducation de la wilaya de Biskra.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres, pendant (90 jours) la durée de préparation des offres; à compter du jour de dépôt des offres,

Ils peuvent assister à l'ouverture des plis qui se fera en séance plénière. Le présent avis tient lieu de convocation

- L'ouverture des plis technique et financier s'effectuera le même jour du dépôt, à 11 H 30 au siège de la direction de l'Education sis : cité EL IZDHAR service de la Programmation et Suivi.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Blida
Daïra de Meftah
Commune de Meftah
NIF : 42000200000908901013

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
N° :12..... / 2024

Conformément aux dispositions décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de Meftah informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres national Ouvert avec exigence de capacités minimales N° :02/2024 annoncé dans les quotidiens nationaux «*أصوات*» Le 03/03/2023 et «*L'EXPRESS*» Le 03/03/2024 ainsi dans le BOMOP ayant pour objet :

➤ **Protection d'un groupe scolaire au niveau du site 5340 Lgts publics locatifs à Saf Saf à Meftah.**

D'après l'évaluation des offres le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

N°	Désignation	L'entreprise	NIF	Montant en TTC	Délai	Critère
01	Protection d'un groupe scolaire au niveau du site 5340 Lgts publics locatifs à Saf Saf à Meftah	AMEUR Abderrahmane -Blida	155091800708199	35.922.229.52 DA	Trois (03) mois	Moins disant

Un délai de **10 jours** est accordé aux soumissionnaires pour toutes éventuelles réclamations à compter de la date de publication du présent avis, les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, à se rapprocher de Service de l'APC, au plus tard **trois (3) jours** à compter du premier jour de la publication de cette annonce, pour leur communiquer ces résultats, par écrit

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE

WILAYA DE TIMIMOUN

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

ولاية تيمون
مديرية الأشغال العمومية

Mise en demeure N°02

- ♦ Vu de le marché N° 36/2021 du 08/03/2021 conclu entre la direction des travaux publics wilaya d'Adrar et l'entreprise EPTHC Ci Moulay Solhane relatif au projet : renforcement de la RN51 du Pk 392 au Pk 419 sur 27 km (Timimoun - Aougrouj)
- ♦ Vu l'ODS de commencement des travaux N°1 16/2021 du 06/12/2021 délivrée par la DTP de la wilaya d'ADRAR
- ♦ Vu l'ODS d'arrêt sous N°141/2021 du 20/11/2021 délivré par la DTP de la wilaya d'Adrar
- ♦ Vu la prise en compte de l'opération : Entretien des routes nationales/ Renforcement des routes nationales 2020 visé par le contrôle budgétaire de la wilaya de timimoun le 27/09/2023 sous le N° 153
- ♦ Vu la prise en compte des avenants de transfert N° 01 et 03 visé par le contrôle budgétaire de la wilaya de timimoun le 27/09/2023 sous le N°154
- ♦ Vu le ODS N° 25/2023 de 29/11/2023 délivré par la DTP de la wilaya de Timimoun
- ♦ Vu le PV de coordination N°01 tenu au siège de la direction des travaux publics de la wilaya de Timimoun, le 15/10/2023 au sujet de démarrage des travaux
- ♦ Vu le PV de coordination N°02 tenu au siège de la direction des travaux publics de la Wilaya de Timimoun, en date du 27/12/2023 au sujet de démarrage des travaux.
- ♦ Vu le PV constatation au lieu de projet en date du 29/01/2024 au sujet de démarrage des travaux
- ♦ Vu le PV constatation au lieu du projet en date du 03/03/2024 au sujet de démarrage des travaux
- ♦ Vu la correspondance N°240/D.T.P.T/2024 du 17/03/2024 au sujet de démarrage effectif des travaux
- ♦ Vu le PV constatation au lieu de projet du 26/03/2024 au sujet du démarrage des travaux
- ♦ Vu la mise en demeure I apparue le 09/04/2024 dans les quotidiens «-Bourse en français et el itihad en arabe
- ♦ Vu le PV de constatation au lieu du projet du 17/04/2024 au sujet démarrage effectif des travaux

Une deuxième mise en demeure adressée, dès sa publication dans le B O M O P ou dans les journaux nationaux à l'entreprise : EPTHC Ci Moulay Solhane sis : Cité Saada 140 LTO N°185 wilaya de djella, . Pour démarrer officiellement les travaux et la mise en disposition des moyens humains et matériels nécessaires pour rattraper le retard enregistré dans le commencement des travaux , dans un délai maximum de trois (03) jours à compter de la première date d'apparition de cette publication .En cas de non réponse de l'entreprise au contenu de cette mise en demeure II, dans le délai précis des procédures légales seront prises à l'encontre .

INDONÉSIE

L'éruption spectaculaire du volcan Ruang déclenchée par un séisme !

Plusieurs panaches de cendres ont dépassé 10 kilomètres d'altitude, chargés d'éclairs, avec de nombreuses nuées ardentes ! L'unique village de cette île-volcan a été rapidement évacué, et c'est désormais 11 000 personnes qui doivent se replier à cause du risque de tsunami.

Le 9 avril, à la suite d'un séisme de magnitude 6,4, la sismicité sous cette petite île entre les Philippines et l'archipel indonésien de Sulawesi a brusquement augmenté et a conduit à une éruption à partir du 16 avril. Plusieurs panaches de cendres ont dépassé 10 kilomètres d'altitude, chargés d'éclairs, avec de nombreuses nuées ardentes ! L'unique village de cette île-volcan a été rapidement évacué, et c'est désormais 11 000 personnes qui doivent se replier à cause du risque de tsunami. Après quelques jours de sismicité et l'apparition d'un dégazage au sommet de ce volcan, une éruption a débuté le 16 avril à 13 h 37 précisément. L'unique village de cette petite île de 13 km² se trouvant à moins de 2 500 mètres du cratère, les 830 habitants ne se firent pas prier lorsque l'évacuation fut demandée vers 16 h, la violente éruption de 2002 étant sans doute encore dans les mémoires...



C'est donc depuis la côte de l'île voisine toute proche de Pulau Thulandang qu'ils purent assister à l'intensification de l'activité dans la nuit du 16 au 17 avril, avec des panaches de cendres atteignant jusqu'à 13 kilomètres d'altitude. Le lendemain, l'activité persista et augmenta de nouveau en soirée, pour une phase paroxysmale intense ! Le panache de cendres atteignit 16 kilomètres d'altitude, parcouru d'une multitude d'éclairs et avec d'imposantes nuées ardentes qui dévalèrent les flancs du volcan ! L'alerte 4 fut aussitôt déclenchée, assortie d'une interdiction d'accès à moins de 6 kilomètres du sommet du volcan. Le village de Tahulandang sur

l'île voisine est donc concerné, à cause du risque de tsunami notamment. Ce 18 avril, l'activité est plus calme et laisse apercevoir une île grise de cendres. Certains habitants de l'île sont visiblement retournés temporairement dans leur village, découvrant un spectacle désolant, les cendres volcaniques ayant visiblement pris la pluie et avec elle, un poids que les toiles des toits ne purent toutes supporter. Dans le milieu de la volcanologie, la question du déclenchement d'une éruption par un séisme a souvent été discutée, mais un consensus pourrait bien aboutir grâce à cette éruption. En effet, un séisme de magnitude 6,4 eut

lieu le 9 avril et entraîna le début d'une sismicité profonde sous le volcan, celle-ci augmentant et s'intensifiant après un second séisme de magnitude 5,1 le 14 avril, jusqu'à l'éruption deux jours après ! L'enchaînement des événements ne laisse en fait que très peu de place au doute : ces deux séismes ont déclenché l'éruption d'un magma qui était vraisemblablement prêt à érupter, les crises sismiques en 2015 et 2022 témoignant probablement de la mise en place de ce dernier dans le réservoir magmatique du volcan.

In Futura Sciences

BIOLOGIE

DES TEXTILES CAPABLES DE "S'AUTOTEINDRE" GRÂCE À DES BACTÉRIES AUX GÈNES MODIFIÉS

En éditant les gènes d'une bactérie productrice de cellulose, des chercheurs ont fabriqué un portefeuille d'une belle teinte noire, sans qu'aucun produit chimique toxique ait été employé. "Pour les fashionistas attachées au développement durable, les tissus fabriqués à partir de bactéries à croissance rapide et respectueuses de l'environnement représentent une solution de rechange attrayante par rapport au cuir ou au similicuir", commence Science. Seulement voilà, si l'on veut porter autre chose que du textile beige, il faut le teindre. Et donc encore une fois avoir recours à des produits chimiques potentiellement nocifs pour l'environne-

ment. C'est là que les travaux publiés le 2 avril dans Nature Biotechnology et pilotés par Tom Ellis, de l'Imperial College de Londres, pourraient apporter une solution. Avec son équipe, il a créé un portefeuille et un morceau de chaussure capables de "s'autoteindre", grâce à une bactérie génétiquement modifiée pour produire des pigments de mélanine noire. La mélanine est ce qui donne naturellement sa couleur aux tissus tels que la peau humaine, les yeux ou les cheveux, par exemple. La bactérie modifiée, *Komagataeibacter rhaeticus* - celle-là même qui permet au kombucha, une boisson à la mode, de fermenter -, est

un organisme producteur de cellulose, auquel les chercheurs ont ajouté des gènes d'une autre bactérie qui produit des pigments noirs. "C'est un bel exemple de la façon dont la biologie peut fournir des produits qui non seulement sont dotés de propriétés remarquables, mais qui ont aussi une très faible empreinte carbone et sont durables", explique à Science Sara Molinari, biologiste de synthèse à l'université du Maryland, qui n'a pas participé à l'étude. Selon elle, les textiles produits par des bactéries constituent "une démarche toute nouvelle pour la fabrication de tissus". Les chercheurs se sont également amusés à

créer des effets de texture. Pour cela, ils ont modifié génétiquement *Komagataeibacter rhaeticus* pour qu'elle ne produise des pigments de mélanine que lorsqu'elle est exposée à la lumière bleue, projetée sous forme de motifs sur la feuille de cellulose produite. La revue scientifique précise que "l'équipe a collaboré avec une société de biotechnologie textile, Modern Synthesis, qui prévoit de s'appuyer sur ces travaux pour créer de nouveaux produits". Mais la production à l'échelle industrielle de ce type de textile

"autoteint" n'est pas pour demain, croit savoir Sara Molinari.

In Courrier International

IMPORTATION
D'AGRUMES DANS
L'UE

LE TRAITEMENT PAR LE FROID EST DÉSORMAIS OBLIGATOIRE

Depuis 2022, l'Union européenne (UE) applique de nouvelles réglementations phytosanitaires visant spécifiquement les agrumes sud-africains ce qui suscite des remous dans la filière sud-africaine.

L'Union européenne (UE) envisage d'étendre l'obligation de traitement par le froid à tous les agrumes importés qui présentent un risque phytosanitaire. C'est ce qu'a révélé Carlos Mazón, président de la Généralité valencienne d'Espagne, le 16 avril, citant Janusz Wojciechowski, Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural. Selon le responsable, la question sera abordée au cours de la séance plénière de la Commission européenne qui se tiendra du 22 au 25 avril prochains et la décision finale dépendra de la nouvelle Commission européenne qui sera mise en place, après les élections européennes du 9 juin. Si une telle proposition est validée par l'UE, le traitement par le froid qui jusque-là est exclusivement appliqué aux importations d'agrumes en provenance d'Afrique du Sud depuis 2022, concernera désormais tous les autres fournisseurs du bloc économique parmi lesquels figurent notamment l'Égypte, le Zimbabwe en Afrique.

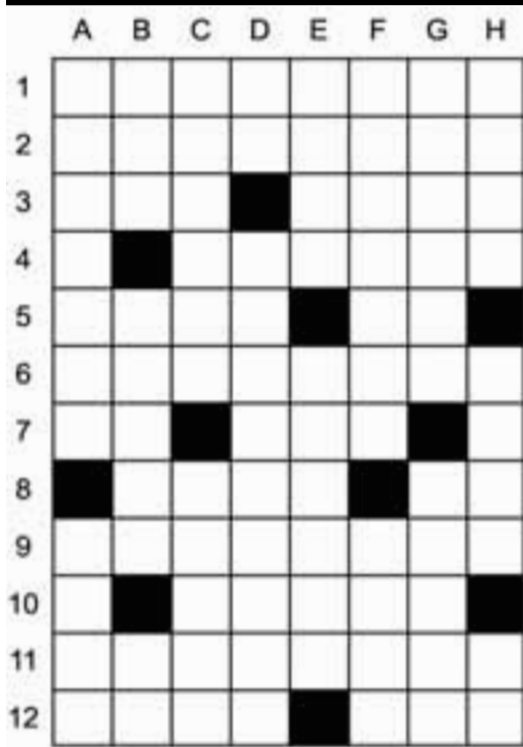
Cette mesure phytosanitaire requiert que les agrumes soient soumis à une température comprise entre 0 ° et -1 °C pendant une période de 16 à 25 jours avant importation.

D'après les autorités de l'UE, la disposition devrait permettre d'éviter l'entrée de parasites tels que le faux carpocapse (un lépidoptère qui attaque les agrumes) sur le territoire du bloc économique.

L'année dernière, l'Association sud-africaine des producteurs d'agrumes (CGA) avait estimé que la conformité à cette réglementation de l'UE pouvait engendrer un manque à gagner allant jusqu'à 27 millions \$ pour la filière sud-africaine pour la seule catégorie des oranges. D'après la CGA, il faudrait également un investissement de 75 millions \$ dans les capacités et technologies de stockage pour s'adapter à ladite mesure.

In Agence Ecofin

Mots Croisés



LES MOTS FLÉCHÉS

VERTICALEMENT

- A. Grandes personnes. Rigolera.
- B. Cubes pour le jeu. Établissement industriel. Du genre paresseux.
- C. Étendues liquides. C'est un courriel.
- D. Il traverse Turin. Malgré cela.
- E. Fit partir le coup. Baigné, trempé.
- F. Qui est sans vie. Récipients de chimistes.
- G. Intervalle de notes. Ce n'est pas du bénéfice.
- H. Arrivées par la mère. Barre de fermeture. Article espagnol.

HORIZONTALEMENT

- 1. Action d'accueillir un enfant.
- 2. Débloque.
- 3. Fatigue les nerfs. Pas réussi.
- 4. Fruit à conserve.
- 5. Argent populaire. Quatre romain.
- 6. Dispersée çà et là.
- 7. Supposons... Direction sur la boussole.
- 8. Poisson ou capitaine. Pascal en bref.
- 9. Retendre le ressort de la pendule.
- 10. Donner un coup de main.
- 11. Elle a de jolies cuisses de grenouille.
- 12. Condiments. Spécialité de Guérande.

PRINCIPE DE PYTHAGORE	BOÎTES À LUNETTES	AUTO DE L'ARMÉE AMÉRICAINE	MAR-SUPIAL	BOUTS D'HERBE	FILM MÉDIOCRE	
AMATEUR DE SOURIS	CITÉ DE LA BD	DIMINUA LA LONGUEUR	CANINE DE CHIEN	AUTOCHTONE DE L'UTAH	DIC-TATORIAL	
DETAIL D'UNE LISTE						
ASCÈTE HINDOU		BOUILLIE DE FARINE DE MAÏS				
COULEUR CHAIR			CHIFFRE D'AFFAIRES ABRÉGÉ	POISSON DE LA MÉDITERRANÉE		
UNITÉ ROUMAINE						
MILLI-LITRE					ON L'ASSOCIE AU YANG	
GÉNÉRAL ORIENTÉ AU SUD						ENSEMBLE DES GENS DU PAYS
ENDROIT OÙ TRAVERSER LA RIVIÈRE	DOCTEURS DE LA LOI MULLISMANE					DÉTÉRMINANT POSSESSIF
						TERME D'ÉCHECS
		FAIRE UNE TRESSÉ	GRAND VESTIBULE	QUI ONT PERDU LES PÉTALES	DEUX AU TEMPS DE CÉSAR	
		MAUVE	PAS TRÈS ABORDABLE	COUPE FRISÉE	MARQUE DE DÉDAÏN	
ATHLÈTE QUI ENCHAÎNE DIX ÉPREUVES	RÉGION DU SUD DE LA FRANCE			PRÉNOM SLAVE		
	PRIX À PAYER					
EXTRÊMEMENT ENNUYEUSE						
EGARER						
				DIVINITÉ GRECQUE DE LA TERRE		
DUBERAS DU BOIS						



SIDOKU

4								2
1	2	8				6	9	7
	6		8		9		1	
			3	4	8			
	7		1		5		4	
	9	4	2		7	5	3	
6		3	9	7	2	1		4
		1		5		9		
	4	2				3	7	

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

AGREABLE AIRBAG AMURER ARMISTICE ATONE CARNAGE CEINTURE CERNER
 COBRA COMA ETREINDRE FISCALITE GRELE MEGA MERCI MONTRER OCTET
 OUTRAGER PIZZERIA PUREE ROUGE SERIEUSE STRATEGIE TARE TECKEL TRIANGLE
 TUBA

F	E	E	L	C	M	M	A	S	A	E	A
I	A	L	O	E	A	E	T	M	R	E	R
S	I	B	G	I	K	R	O	D	S	E	M
C	R	A	U	N	A	C	N	U	G	O	I
A	E	E	M	T	A	I	E	A	N	E	S
L	Z	R	E	U	E	I	R	T	G	L	T
I	Z	G	N	R	R	T	R	B	A	E	I
T	I	A	T	E	U	E	C	T	A	R	C
E	P	E	S	O	R	P	R	O	U	G	E

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 04:22	DOHR 12:46	ASR 16:29	MAGHREB 19:20	ISHA 20:59
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

SALON DJAZAGRO :

Ooredoo participe à la 21^e édition

Ooredoo participe au Salon international de l'agroalimentaire (DJAZAGRO) dont c'est la 21^e édition cette année. La manifestation aura lieu du 22 au 25 avril 2024 au Palais des Expositions, Pins-Maritimes, à Alger. Le salon est un espace regroupant des exposants nationaux et étrangers de l'industrie agroalimentaire, notamment le secteur du conditionnement et de l'emballage, des

matières premières, des ingrédients et additifs, des produits alimentaires et des boissons, le secteur de la boulangerie et de la pâtisserie, ainsi que celui des équipements industriels. « Ooredoo dispose dans ce salon d'un stand d'exposition au niveau duquel des conseillers-commerciaux sont présents. Ils répondront aux questions des visiteurs professionnels. Ils proposent les offres et

produits innovants de Ooredoo adaptés à leurs besoins ». A travers sa participation au salon professionnel de la production agroalimentaire, « Ooredoo démontre son engagement à mettre son savoir-faire au service des professionnels des différents secteurs d'activités », précise-t-on de même source.

R.N.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 23 AVRIL 2024 // N°797 // PRIX 20 DA

PLUS DE 200 CORPS EXHUMÉS D'UNE FOSSE COMMUNE À KHAN YOUNÈS

Comptabilité macabre

Le 21 avril 2024, des travailleurs sanitaires palestiniens se tiennent à côté de corps enterrés par les forces occupantes dans l'hôpital Nasser à Khan Yunis, dans le sud de la bande de Gaza.

Les équipes de la défense civile à Gaza continuent d'exhumer des dépouilles et des restes humains d'une fosse commune découverte, le samedi 20 avril, dans l'enceinte de l'hôpital Nasser, dans la ville de Khan Younès, dans le sud de l'enclave palestinienne, a rapporté, hier, Al-Jazeera. L'armée d'occupation a indiqué procéder à la vérification de ces affirmations. Le 21 avril 2024, des travailleurs sanitaires palestiniens se tiennent à côté de corps enterrés par les forces occupantes dans l'hôpital Nasser à Khan Yunis, dans le sud de la bande de Gaza. Les corps d'une cinquantaine de Palestiniens enterrés dans la cour d'un hôpital de Khan Younès. C'est la macabre découverte faite selon la Défense civile de Gaza qui a annoncé avoir exhumé plusieurs dizaines de cadavres. Certains des corps "étaient dépouillés de leurs vêtements, ce qui indique certainement qu'ils ont été arrêtés, torturés et soumis à de



mauvais traitements de la part de l'armée d'occupation", a affirmé la Défense civile de Gaza. Un photographe de l'AFP a vu des membres de la Défense civile exhumer des restes humains dans la cour de l'hôpital dimanche. Des images de l'AFP montrent des Gazaouis massés au même endroit, à la recherche de

proches disparus. Parmi la foule réunie se trouve Oum Mohammed al-Harazeen, qui cherche son époux. "Il a disparu depuis environ un mois. Il ne sortait que pour nous apporter de la nourriture et de l'eau. Il a disparu au moment où l'armée israélienne est entrée dans Khan Younès", dit-elle.

L'armée sioniste s'est retirée de Khan Younès, le 7 avril, après avoir mené ce qu'elle a appelé une "opération précise et limitée" dans cet hôpital, l'un des plus grands de Gaza. Interrogée par l'AFP, elle a indiqué vérifier ces affirmations. Cette découverte intervient au moment où les États-Unis, alliés indéfectibles d'Israël, ont approuvé une aide militaire de 13 milliards de dollars pour leur allié. Selon le Hamas, au pouvoir depuis 2007 à Gaza, Washington a donné à Israël le "feu vert" pour continuer à "agresser" les Palestiniens.

La Défense civile de Gaza a également rapporté que des frappes israéliennes sur deux maisons à Rafah avaient fait au moins 16 morts dimanche. Selon le bilan diffusé par le ministère de la Santé de Gaza, 34 097 Palestiniens sont morts depuis le 7 octobre 2023 et le début de la guerre, majoritairement des civils.

Avec AFP

LA FÉDÉRATION SAHRAOUIE DES SPORTS DÉNONCE LES MANŒUVRES MAROCAINES

Dans un communiqué diffusé hier, la Fédération sahraouie des sports (FSD) a dénoncé les manœuvres marocaines visant à utiliser le sport à des fins politiques. La FSD a également exprimé sa solidarité et son soutien à l'USM Alger. «La FSD suit les manœuvres marocaines pour l'utilisation du sport pour des fins politiques à travers l'implication de la RC Berkane dans une bataille perdue d'avance », lit-on dans le communiqué dans lequel la FSD a salué la position ferme des autorités algériennes tout en appelant la CAF et la FIFA à intervenir pour mettre un terme aux actes de provocation et aux dépassements du régime marocain.

COUPE DE LA CAF

LA LFP « PRÊTE À SOUTENIR L'USMA DANS TOUTE DÉCISION »

La Ligue de football professionnel (LFP) s'est dite « prête à soutenir l'USMA dans toute décision que le club prendra en vue de préserver l'intérêt de l'équipe et de l'Algérie ». «A la suite des pratiques et méthodes antisportives auxquelles a eu recours l'adversaire de l'USM Alger, représentant l'Algérie, en demi-finale de la Coupe de la Confédération africaine de football, avant le match prévu le dimanche 21 avril 2024, à 20h, au Stade olympique du 5-Juillet-1962, la Ligue de football professionnel (LFP), dirigée par M. Mohamed Amin Masloug, exprime sa solidarité et son plein soutien au club algérien, et se déclare prête à soutenir le club dans toute décision qu'il prendra en vue de préserver l'intérêt de l'équipe et de l'Algérie, et contre toute tentative de s'écarter des lois et règlements internationaux du football, et contre l'utilisation de méthodes bien loin des principes et de l'éthique du sport », lit-on dans ce communiqué. « La Ligue affirme son rejet total de toute violation de la souveraineté nationale, quelle qu'en soit la nature ou l'origine », ajoute la même source. Plusieurs clubs, à l'instar du MC Alger, CR Belouizdad, JS Kabylie ou ES Sétif, pour ne citer que ceux-là, ont également exprimé leur soutien à l'USMA.

R.E.

LE RAPATRIEMENT DES CORPS DÉSORMAIS PRIS EN CHARGE PAR L'ÉTAT

Le député de l'immigration et de la diaspora, Abdelouahab Yagoubi, a indiqué que l'État algérien prend désormais en charge le rapatriement des corps des membres de la diaspora. «Cette disposition législative, votée majoritairement suite à un amendement de la loi de finances 2023, est désormais appliquée depuis quelques semaines, au niveau de tous les postes diplomatiques et consulaires de notre pays à l'étranger», indique le député. Pour rappel, en 2023, un décret exécutif relatif à cette disposition a été publié dans le Journal officiel.

SECTEUR AGRICOLE

Le Recensement général est d'une « importance stratégique »

Le Recensement général de l'agriculture (RGA 2024), prévu du 19 mai au 17 juin, revêt une « importance stratégique » pour l'économie du pays, a souligné, hier, un responsable au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. S'exprimant à l'occasion du lancement d'une formation de superviseurs du RGA 2024, à Médéa, le directeur des statistiques, de la numérisation et de la prospective au ministère, M'hamed Tifour, a indiqué que ce recensement a « une portée stratégique de par la place qu'occupe le secteur agricole dans l'économie nationale, d'où l'intérêt d'assurer la bonne conduite de

cette opération ». M. Tifour a affirmé, en outre, que la formation des superviseurs dans le cadre des préparatifs du RGA constitue une étape « charnière » qui va déterminer toutes les phases techniques de ce recensement et les conditions de son exécution. Il a ajouté qu'un intérêt particulier est accordé, lors de cette session de formation de trois jours, aux aspects relatifs à la conduite de l'entretien au niveau des exploitations agricoles et la maîtrise du questionnaire du sondage, assurant que l'objectif de cette formation est d'optimiser le niveau de préparation du personnel en charge

de ce recensement. Des superviseurs issus de onze wilayas, à savoir Tamanrasset, Bouira, Blida, Médéa, Tindouf, Tizi-Ouzou, Boumerdès, Tipaza, Tissemsilt, Ain-Defla et Alger ont entamé, lundi, une formation accélérée encadrée par des cadres du Bureau national des études pour le développement rural (Bneder) et l'appui de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La formation de superviseurs du RGA 2024 de trois jours se déroule à l'Institut technique spécialisé de formation en polyculture de Médéa (ITSFP).

R.E.

